



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency

Canada

LE DÉVELOPPEMENT AXÉ SUR LES RÉSULTATS 2009–2010

AU CŒUR
DES EFFORTS
DU CANADA
POUR UN MONDE
MEILLEUR

ACDI * CIDA



PHOTO DE LA PAGE COUVERTURE

Une mère et son enfant habitant la collectivité de Guemulene, au Mozambique.

Dans cette région, l'ACDI collabore avec l'organisme Aide à l'enfance — États-Unis pour mettre en œuvre le projet Développement de la petite enfance pour les enfants atteints du VIH/sida. Ce projet aide à préparer les orphelins et les enfants vulnérables à leur entrée à l'école primaire. Les animateurs et les membres de la collectivité locale apprennent à se servir des arts qui leur sont propres et de leur culture pour mieux stimuler les jeunes enfants, fournir un soutien psychosocial et faire de l'enseignement préscolaire. Les enfants reçoivent du matériel de terrain de jeu et des livres. Des soins de santé sont offerts, au besoin.

Il s'agit de l'un des nombreux petits projets financés par l'ACDI qui s'attaquent à des problèmes comme la prévention du sida, les soins à domicile, les activités d'atténuation et la production de revenus.

MESSAGE DE LA MINISTRE

Nos paroles d'aujourd'hui doivent se traduire en réalités aussi élémentaires que de la nourriture sur la table, ainsi qu'une amélioration de la santé et des conditions de vie des enfants du monde. À ce chapitre, le bilan du Canada est limpide et transparent et nous sommes fiers de ce que nous avons accompli. [Trad.]

– Déclaration du très honorable Stephen Harper lors de la réunion plénière de haut niveau des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, le 21 septembre 2010.



Je suis heureuse de vous présenter *Le développement axé sur les résultats 2010*. Ce rapport donne un aperçu du travail que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a accompli au cours de l'année financière allant du 1er avril 2009 au 31 mars 2010. Il met aussi en lumière les efforts constants que déploie l'ACDI pour faire en sorte que l'aide internationale au développement offerte par le Canada améliore véritablement les conditions de vie des plus pauvres et des plus vulnérables du monde.

Tout au long de l'année, l'ACDI s'est employée à mettre en œuvre le Plan d'action pour accroître l'efficacité de l'aide, qui a été annoncé en mai 2009.

En octobre et en novembre 2009, l'ACDI a présenté les deux premiers des trois thèmes prioritaires du Plan d'action, soit les stratégies pour la sécurité alimentaire ainsi que pour les enfants et les jeunes. Quant au troisième thème prioritaire, à savoir la stratégie pour la croissance économique durable, il a été dévoilé plus tard en 2010. En insistant davantage sur ces trois thèmes prioritaires et sur le renforcement de l'efficacité et de la responsabilisation, l'ACDI est mieux outillée pour améliorer les conditions de vie des populations dans les pays en développement.

Le Canada verra à ce que la responsabilisation à l'égard des résultats reste au cœur de l'action mondiale visant à améliorer les conditions de vie des femmes et des enfants.

L'ACDI obtient des résultats concrets pour les mères et les enfants grâce à un large éventail de programmes, y compris la vaccination, le soutien aux systèmes de santé et l'apport d'aliments sains aux mères et aux nourrissons.

En 2010, au cours du Forum économique de Davos, le premier ministre Harper a annoncé que l'Initiative sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants (SMNE) serait l'objectif du Sommet du G8 à Muskoka. Il a reconnu la nécessité

d'adopter des mesures étant donné la lenteur des progrès vers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement dans ces domaines.

De par son rôle d'hôte au sommet du G-8 et à celui du G-20, le Canada a prouvé son engagement à obtenir des résultats tangibles à cet égard, ainsi que dans d'autres domaines du développement international.

Le séisme dévastateur qui a secoué Haïti, le 12 janvier 2010, a certes été l'événement le plus marquant de 2009–2010. Dans ce contexte, le Canada a déployé les efforts humanitaires les plus importants de son histoire et les a conjugués à ceux de divers ministères fédéraux, de partenaires canadiens et internationaux, de même qu'à ceux du gouvernement haïtien afin d'apporter des secours immédiats aux sinistrés. Les efforts du Canada ont permis d'obtenir des résultats concrets pour les Haïtiens, y compris l'apport d'une aide alimentaire d'urgence à 4,3 millions de personnes, la vaccination d'un million de personnes contre des maladies contagieuses et la fourniture d'abris à 40 000 enfants vulnérables.

Les Canadiens ont réagi à l'annonce du séisme par un élan de générosité que le gouvernement du Canada a reconnu en créant le Fonds d'aide aux victimes du séisme en Haïti, alors même qu'il se préparait à soutenir la reconstruction du pays. Ces dons de nos citoyens témoignent de la compassion du Canada à l'égard des moins nantis et a fait voir au monde entier que les Canadiens se soucient énormément du développement international.

En 2009–2010, l'ACDI a poursuivi son travail en Afghanistan, en finançant des programmes relatifs à la santé, à l'éducation et à la croissance économique dans la région de Kandahar, ainsi qu'à l'échelle nationale. C'est en 2011 que commencera le prochain chapitre de l'engagement du Canada en Afghanistan.

Les Canadiens veulent s'assurer que leurs impôts sont dépensés judicieusement et efficacement et que le gouvernement du Canada respecte ses engagements.

Le rapport *Le développement axé sur les résultats 2010* constitue un chapitre essentiel des activités de l'ACDI et le symbole de mon engagement personnel à ce que les efforts du Canada

parviennent à des résultats tangibles. On y explique de quelle façon notre travail sur le plan du développement international exerce une influence dans l'évolution des pays en développement.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'B. Oda', written in a cursive style.

L'honorable Beverley J. Oda
Ministre de la Coopération internationale



LE DÉVELOPPEMENT AXÉ SUR LES RÉSULTATS 2009–2010

AU CŒUR
DES EFFORTS
DU CANADA
POUR UN MONDE
MEILLEUR

ACDI ✶ CIDA

Agence canadienne de développement international

En Bolivie, des enfants jouent dans un centre de loisirs aménagé à l'intérieur d'un camp temporaire de Vision mondiale pour les personnes déplacées à la suite des inondations. Il est important de prendre soin des enfants quand ils vivent des moments traumatisants, pour ainsi veiller à leur santé émotionnelle et physique.

Agence canadienne de développement international (ACDI)
200, promenade du Portage
Gatineau (Québec) K1A 0G4
Canada

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2011

No de catalogue : CD2-5/2010

Pour en savoir davantage, visitez notre site Web ou balayez le code QR :

www.acdi.gc.ca



Téléphone : 819-997-5006 (appels locaux) / 1-800-230-6349 (sans frais)

Pour personnes malentendantes ou souffrant de troubles de la parole :
ATS/ATME : 819-953-5023 (appels locaux) / 1-800-331-5018 (sans frais)

Télécopieur : 819-953-6088

Courriel : info@acdi-cida.gc.ca

Ce document existe également sous forme de livre numérique :
www.acdi.gc.ca





TABLE DES MATIÈRES

PRIORITÉS CIBLÉES	1
ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	4
ASSURER L'AVENIR DES ENFANTS ET DES JEUNES	8
FAVORISER UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE	14
HAÏTI	18
AFGHANISTAN	21
RAPPORTS-PAYS	26
DÉTAILS FINANCIERS DE L'ACDI, EXERCICE 2009-2010	66
EXEMPLES DE PARTENAIRES, EXERCICE 2009-2010	68

NOTRE MISSION

MENER L'EFFORT
INTERNATIONAL DU CANADA
POUR AIDER LES POPULATIONS
VIVANT DANS LA PAUVRETÉ.

Le développement axé sur les résultats 2009–2010 fait partie des moyens qu'utilise l'ACDI pour rendre des comptes aux Canadiens. Ce rapport traite de l'ensemble des activités et des programmes menés par l'ACDI au cours de l'exercice financier 2009–2010. Il donne un aperçu général du travail accompli par le Canada en matière d'aide internationale et de développement dans des secteurs de concentration clés, de même que des comptes rendus bien précis sur les pays ciblés. Il met en lumière les réalisations accomplies en 2009–2010 et présente les orientations futures, dans la mesure où l'ACDI a continué d'obtenir des résultats efficaces pour les pauvres dans les pays en développement. Le rapport de cette année illustre de quelle façon nos axes d'intervention géographiques et thématiques mieux ciblés produisent des résultats concrets.

En juin 2008, la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle* est entrée en vigueur. En vertu de cette loi, le gouvernement du Canada a mis en place un cadre régissant tout le développement officiel afin que la contribution du Canada influe véritablement sur l'existence des plus pauvres et des plus vulnérables du monde. La Loi précise, entre autres, qu'un rapport annuel doit être présenté au Parlement. Ce rapport se trouve dans le site Web de l'ACDI : www.acdi-cida.gc.ca.

On peut trouver des détails supplémentaires concernant les priorités, les programmes et les activités de l'ACDI dans le site Web de l'Agence, en consultant les rapports annuels sur les plans et les priorités, les rapports ministériels sur le rendement et le rapport statistique de l'Agence.

Il existe un autre outil essentiel qui renferme des renseignements sur tous les projets de l'ACDI : la Banque de projets (<http://les.acdi-cida.gc.ca/banque-de-projets>). Cette dernière contient des détails sur plus de 3 000 projets financés par l'ACDI, y compris les objectifs de chaque projet. La Banque contient des renvois croisés de même que des listes de projets préétablies par région, par pays, par programme, par état et par secteur.

PRIORITÉS CIBLÉES

Le gouvernement du Canada est résolu à faire en sorte que l'aide canadienne au développement soit plus efficace, mieux ciblée et plus transparente.

L'ACDI a pour but de venir en aide aux personnes qui vivent dans la pauvreté dans les pays en développement. À cet effet, elle soutient des projets qui sont durables, génèrent des retombées et apportent des résultats concrets aux bénéficiaires ciblés — c'est ce que l'Agence entend par « efficacité de l'aide ». L'ACDI déploie maintenant des efforts supplémentaires pour rendre davantage son aide efficace, transparente et ciblée afin de maximiser les bienfaits apportés grâce aux fonds publics canadiens.

Le Plan d'action pour l'efficacité de l'aide est une étape en vue de concrétiser cet engagement. Il occupe une place déterminante dans tous les programmes de l'ACDI et donne une orientation claire aux activités de l'Agence.

Les activités de développement international de l'ACDI s'articulent à partir de **trois grands thèmes prioritaires** :

- **Accroître la sécurité alimentaire**

Près d'un milliard de personnes dans le monde entier n'ont pas accès à une quantité suffisante de nourriture de qualité. L'ACDI concentre ses programmes de sécurité alimentaire sur l'amélioration de la qualité de vie des populations pauvres en réduisant leur

vulnérabilité face aux pénuries alimentaires immédiates et à long terme. Pour surmonter les difficultés associées à ce secteur prioritaire, les efforts de l'ACDI visant à accroître la sécurité alimentaire suivent trois axes d'intervention :

- le développement agricole durable;
- l'aide alimentaire et la nutrition;
- la recherche et le développement.

- **Assurer l'avenir des enfants et des jeunes**

Il y a dans le monde 3,4 milliards de personnes âgées de moins de 25 ans, et 90 % d'entre elles vivent dans des pays en développement, où le manque d'éducation, l'exploitation des enfants et la violence, la mauvaise qualité de l'eau, le manque d'hygiène, la malnutrition et les maladies, concourent à rendre difficile la survie des jeunes, voire même leur développement. Afin de remédier à ces problèmes, l'ACDI concentre ses efforts visant à assurer l'avenir des enfants et des jeunes dans trois domaines d'intervention :

- l'accès à une éducation de qualité;
- la survie des enfants, y compris la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants;
- un avenir sûr pour les enfants et les jeunes.

- **Favoriser une croissance économique durable**

Une économie dynamique en plein essor crée des emplois et des revenus plus élevés pour

DÉLIEMENT DE L'AIDE

Pour faire en sorte que l'aide canadienne au développement apporte autant de retombées que possible, le Canada a délié toute son aide alimentaire en 2008 et met tout en œuvre pour délier la totalité de son aide au développement d'ici 2012–2013. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le déliement de l'aide peut augmenter jusqu'à 35 % l'efficacité de chaque dollar dépensé puisque l'on peut recourir à des fournisseurs locaux et à faibles coûts.

2007 – 75 %

2008 – 91 %

2009 – 98 %

2013 (objectif) – 100 %

tous dans un pays en développement. Les gouvernements qui ont des ressources financières plus élevées peuvent, d'une part, offrir de meilleurs services de santé et d'éducation et, d'autre part, améliorer le bien-être des gens. Pour relever les défis liés à la croissance de l'économie durable dans les pays en développement, l'ACDI privilégiera trois domaines d'intervention :

- établir des assises économiques;
- favoriser la croissance des entreprises;
- investir dans le capital humain.

INVENTER DE NOUVELLES POSSIBILITÉS D'AFFAIRES

Ces **trois priorités thématiques** orientent les décisions relatives aux programmes de l'ACDI. Elles contribuent, d'une part, à ce que le Canada se penche sur des questions et des défis clés dans les pays en développement et, d'autre part, à ce que l'aide internationale fournie par le Canada produise des résultats concrets et durables à très long terme.

Parallèlement à ces secteurs de priorités, l'ACDI intègre trois thèmes transversaux à long terme qui sont essentiels pour atteindre des résultats efficaces au chapitre du développement international, à savoir :

- **La durabilité de l'environnement** — partout dans le monde, et particulièrement dans les pays en développement, le bien-être économique, social et physique des gens dépend largement du milieu naturel.
- **L'égalité entre les hommes et les femmes** — les femmes et les hommes doivent non seulement avoir une chance égale de contribuer au développement national, politique, économique et social, mais aussi de bénéficier des résultats. Le fait de tenir compte des intérêts, des opinions et des besoins des femmes et des filles ainsi que des hommes et des garçons fait en sorte que les activités de développement appuient un accès égal aux avantages pour tous.



© ACDI/CIDA : Nick Westover

Un marché au Vietnam abonde de produits saisonniers grâce en grande partie au projet pour l'amélioration des moyens de subsistance dans la province de Tra Vinh, dont le but est d'accroître la productivité et la sécurité alimentaire dans la région.

Pour près de 80 % des habitants de la province de Tra Vinh au Vietnam, l'agriculture est le seul moyen de subsistance. Par l'entremise du Saskatchewan Institute of Applied Sciences and Technology, l'ACDI offre de l'aide technique visant à renforcer les coopératives locales, dans le cadre du projet pour l'amélioration des moyens de subsistance dans la province de Tra Vinh.

Dans un village, les femmes contribuent à un fonds de réserve afin d'accorder des prêts à d'autres femmes qui désirent lancer leur propre petite entreprise, mais qui ne parviennent pas à obtenir du financement auprès des banques. Dans un autre village, les femmes et les hommes transforment la fibre de la noix de coco en fil, qui est vendu aux fabricants de tapis dans les autres provinces. Les profits servent à améliorer les méthodes de filage. Une école préscolaire construite à proximité permet aux enfants d'apprendre à lire et à écrire pendant que leurs parents travaillent dans les champs. Ensemble, ces projets augmentent l'autonomie et les revenus des habitants, ayant ainsi une incidence à la fois sur la sécurité alimentaire et sur la croissance économique durable.

- **La gouvernance** — pour que les résultats de développement soient durables, les pays en développement doivent pouvoir compter sur des gouvernements et des institutions efficaces et responsables qui sont à l'écoute de la population.

En 2009–2010, on constatait que de véritables progrès, quoiqu'inégaux, ont été accomplis au cours des vingt à trente dernières années au chapitre des principaux résultats en matière de développement, comme l'indiquent les tendances ci-dessous :

- Entre 1981 et 2005, le pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 \$US par jour dans les pays en développement a été réduit de moitié, passant de 52 % à 25 %. On s'attendait à ce que ce pourcentage chute à 15 % d'ici 2015. Il y a eu moins de pauvreté dans le monde en développement en 2010 que lors de la génération précédente, principalement grâce à l'émergence de pays comme la Chine et l'Inde. Cependant, la réduction de la pauvreté ne s'est pas accomplie de manière égale dans les pays et les régions. En effet, la pauvreté demeure particulièrement sévère dans les pays fragiles ou touchés par les conflits.
- La prévalence de la faim a diminué. Entre 1990 et 1992, 20 % de la population était sous-alimentée, mais ce pourcentage se situait à 16 % en 2010. Cependant, le nombre de personnes sous-alimentées demeure élevé, et la flambée des prix des denrées alimentaires, comme celle survenue en 2008, a fait grimper le nombre de personnes souffrant de la faim. Par ailleurs, les catastrophes naturelles compromettent les éventuels progrès.
- Le nombre de conflits armés poursuit son déclin à long terme (passant de 38 en 1987 à 29 en 2010). Toutefois, le risque de la violence au moyen des armes demeure important dans les pays et les régions aux prises avec un taux élevé de pauvreté et dont les indicateurs de développement sont faibles.
- Dans les pays en développement, le nombre d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire mais n'allant pas à l'école a décliné, passant de 105 millions en 1999 à 72 millions en 2007. Le fossé entre les garçons et les filles s'est rétréci, mais les filles avaient encore moins de chances d'être scolarisées que les garçons.

Même si les perspectives à long terme sont favorables dans l'ensemble, les progrès en matière de développement international demeurent foncièrement incertains, surtout à court terme. D'importants facteurs environnementaux, sociaux, économiques et politiques, dont une majorité échappe au contrôle du Canada, peuvent menacer l'atteinte de résultats en matière de développement, voire compromettre les résultats obtenus.

Les pages suivantes contiennent des exemples et des récits qui démontrent comment l'aide au développement fournie par l'ACDI a contribué à réduire la pauvreté en 2009–2010. Sont également présentés des détails sur deux pays envers lesquels l'ACDI et l'ensemble du gouvernement du Canada se sont profondément engagés : Haïti et l'Afghanistan.

ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Près d'un milliard de personnes n'ont pas accès à une quantité suffisante de nourriture de qualité. En 2008, la flambée des prix des aliments a causé une crise alimentaire mondiale qui a accru la sensibilisation aux questions relatives à la sécurité alimentaire à l'échelle internationale.

En 2009, l'ACDI a lancé sa Stratégie sur la sécurité alimentaire dans le but de remédier à la famine extrême et à la sous-alimentation qui affectent les personnes les plus vulnérables dans le monde. Cette stratégie comporte les trois volets suivants :

- **le développement agricole durable**
- **l'aide alimentaire et la nutrition**
- **la recherche et le développement**

La stratégie de l'ACDI à cet égard est soutenue par un engagement substantiel que le gouvernement du Canada a annoncé au Sommet du G8 de 2009, à L'Aquila, en Italie. En effet, il s'est engagé à verser un montant additionnel de 600 millions de dollars pour appuyer le développement agricole durable, l'engagement total s'élevant à près de 1,18 milliard de dollars échelonnés sur trois ans. Jusqu'en 2009–2010, le Canada a versé 850 millions de dollars pour respecter son engagement; 60 % de cette aide était destinée à l'Afrique. Il a été le premier pays à présenter un plan pour concrétiser l'engagement annoncé au Sommet.

De plus, l'aide alimentaire versée par le Canada est entièrement déliée depuis avril 2008, et la totalité de l'aide devrait être déliée d'ici 2012–2013.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime que le déliement de l'aide peut augmenter de 35 % le pouvoir d'achat du dollar consenti à l'aide alimentaire. L'augmentation du pouvoir d'achat de l'aide dans les autres catégories peut aller jusqu'à 30 %.

En 2009–2010, le Canada est demeuré le deuxième pays donateur en importance au Programme alimentaire mondial des Nations Unies et a respecté l'engagement qu'il a pris au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire.

Le développement agricole durable

L'un des investissements les plus efficaces pour réduire la pauvreté et améliorer la sécurité alimentaire d'un pays est le développement de son agriculture. Par conséquent, la Stratégie de l'ACDI sur la sécurité alimentaire tient compte de l'importance d'appuyer de solides plans nationaux et régionaux axés sur le développement agricole ainsi que leur mise en œuvre sur le terrain par les petits exploitants agricoles, particulièrement les femmes. La recherche et le développement jouent un rôle vital pour développer des pratiques et des technologies agricoles durables au bénéfice des petits exploitants agricoles, ainsi que pour apporter les changements qui s'imposent dans le domaine de la productivité agricole afin de nourrir la population mondiale.

L'appui du Canada à l'égard de l'Initiative pour les micronutriments a contribué à maintenir en vie des millions d'enfants et à améliorer leur qualité de vie. Cet engagement envers les programmes de distribution de vitamines et de micronutriments fait du Canada le chef de file mondial de la sécurité nutritionnelle. [Trad.]

– Venkatesh Mannar,
président de l'Initiative
pour les micronutriments

ENSEMENCER L'EXPANSION



© ACDI/CIDA - Rick Collins

Un petit exploitant agricole dans la rizière.

La culture du riz génère une part importante des revenus dans la province de Soc Trang, au Vietnam. L'ACDI améliore la qualité et la valeur de la riziculture de ce pays, et ce, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et deux universités de ce pays.

Deux nouvelles variétés de riz parfumé ont été développées pour les marchés locaux. Elles sont devenues tellement populaires que leur production s'étend dans trois autres provinces du delta du Mekong, ce qui a augmenté de 20 % les revenus des exploitants agricoles. En appliquant des nouveaux modèles biologiques et organiques pour lutter contre les organismes nuisibles, la riziculture s'est améliorée à moindre coût. Un laboratoire pour la vérification et l'expérimentation des grains a été construit pour assurer le développement de nouvelles semences conformes aux normes internationales. Ainsi, la superficie des terres consacrées à la culture du riz parfumé est passée de 3 600 hectares en 2005 à 18 700 hectares en 2009.

FAIRE FRONT À LA FAIM



© WFP/Amor Alma

Grâce au soutien de l'ACDI, Alek Chol recevra des aliments essentiels à sa survie pendant l'allaitement de son bébé, dans le cadre de l'initiative sur les suppléments alimentaires du PAM, au Sud-Soudan.

La santé des enfants passe d'abord par celle des mères. Dans l'Ouest du Soudan, Alek Chol s'est déplacée, avec son fils de deux mois, pour recevoir sa ration mensuelle de sucre, d'huile et d'un mélange de maïs et de soya.

« Elle allaite son poupon et a besoin d'aliments très nutritifs, qu'elle n'a pas à la maison », déclare sœur Gracy Adichirayil, coordonnatrice du Sikka Hadid Centre, par l'entremise duquel le Programme alimentaire mondial (PAM) met en œuvre une initiative sur les suppléments alimentaires.

Environ 80 % des fonds du PAM servent à soutenir les mères vulnérables et leurs enfants, partout dans le monde. On estime à 32 % le nombre d'enfants soudanais qui sont sous alimentés.

Seulement au Sud-Soudan, le PAM fournit de la nourriture à 4,3 millions de personnes.

L'aide alimentaire et la nutrition

Une alimentation variée composée de fruits, de légumes et de produits animaliers est l'une des méthodes les plus durables pour appuyer la nutrition. Cependant, lorsque ces aliments ne sont pas accessibles, notamment pour les pauvres, les suppléments alimentaires sont très efficaces. En tant que partenaire fondateur de l'Initiative pour les micronutriments, le Canada a fait la promotion de la vitamine A et de l'iode comme moyen d'améliorer le développement physique et intellectuel des enfants. Ces suppléments, et d'autres éléments comme le fer et le zinc, permettent à des millions de personnes de ressentir les bienfaits d'une meilleure nutrition. L'aide alimentaire d'urgence, les mesures de sécurité sociale et les interventions nutritionnelles contribuent largement à satisfaire les besoins immédiats des populations les plus vulnérables et les plus à risque de sous-alimentation.

En 2009–2010, le Canada, par l'entremise de l'ACDI, a soutenu 70 projets comportant un volet sur la nutrition qui ont été mis en œuvre dans 78 pays.

La recherche et le développement

Le Fonds canadien de recherche sur la sécurité alimentaire internationale a été créé à titre d'initiative quinquennale conjointe de l'ACDI et du

Centre de recherches pour le développement international. Le Fonds vise à aider les personnes les plus vulnérables, particulièrement les femmes et les petits exploitants agricoles, et ce, en recherchant des solutions pour remédier à l'insécurité alimentaire dans les collectivités locales. Il sert à financer des projets ayant pour but d'accroître la quantité et la qualité des aliments dans le cadre d'initiatives axées sur l'amélioration de la valeur nutritionnelle des cultures, l'augmentation de la résilience des cultures face aux changements climatiques, et la recherche de solutions pour lutter contre les maladies des végétaux et des animaux. Le Fonds appuie également des partenariats de recherche et de développement conclus entre des organisations de recherche au Canada et des pays en développement, en collaboration avec les petits exploitants agricoles, et finance des initiatives qui contribueront à accroître la production alimentaire.

À l'échelle mondiale, l'ACDI a offert un financement de base et un financement bilatéral d'initiatives particulières au Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) en vue de la création de produits de recherche d'intérêt public visant à contribuer à la croissance agricole durable. Fidèle à son engagement envers l'Initiative de l'Aquila pour la sécurité alimentaire (IASA), le Canada a financé des programmes spéciaux du GCRAI, dont Harvest Plus, qui met l'accent sur la biofortification afin d'accroître la valeur en micronutriments des produits de base,

FAITS ET CHIFFRES

L'ACDI ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- **572 millions de dollars** ont été investis dans l'agriculture.
- **75 pays** ont bénéficié d'un soutien alimentaire grâce au PAM.
- **105 millions de personnes** ont pu profiter de l'aide alimentaire.
- **21 millions d'enfants** participent à des initiatives d'alimentation en milieu scolaire.

et le programme Changements climatiques, agriculture et sécurité alimentaire, qui vise à trouver de nouvelles façons d'aider les collectivités rurales vulnérables à s'adapter aux répercussions des changements climatiques.

À l'échelle régionale, l'ACDI est venue en aide à un certain nombre d'organismes de recherche, dont le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA), l'Alliance panafricaine pour la recherche sur le haricot (PABRA) et l'Association pour le développement de l'agriculture en Afrique centrale et orientale (ASARECA). Ces organismes visent à concevoir des produits de recherche adaptés aux régions et à accroître la capacité humaine et technique en matière de recherche agricole.



© ACI/CIDA - Joshua Kraemer

Encore une fois, le Canada fait preuve d'un leadership solide au moyen d'une nouvelle stratégie globale qui appuie les approches en matière de sécurité alimentaire axées sur l'avenir. [Trad.]

– Josette Sheeran, directrice exécutive, PAM

À Puente Piedra, un district pauvre en banlieue de Lima, au Pérou, le Fonds canadien d'initiatives locales a financé la construction d'un toit sur l'établissement préscolaire La Libertad. On y offre des services, dont des repas nutritifs, aux enfants âgés de trois à cinq ans.

ASSURER L'AVENIR DES ENFANTS ET DES JEUNES



© ACDI/CIDA - Leslie Knott

Les enfants ont besoin d'un environnement sécuritaire pour pouvoir grandir, apprendre et jouer. Les investissements dans les secteurs de la nutrition, des soins de santé et de l'éducation peuvent largement contribuer à assurer un avenir meilleur aux enfants.

Quelque 3,4 milliards de personnes dans le monde — presque la moitié de la population de la planète — ont moins de 25 ans. Au total, 90 % d'entre elles vivent dans les pays en développement. Pour répondre à leurs besoins, l'ACDI a élaboré la Stratégie sur les enfants et les jeunes, laquelle repose sur les trois volets suivants :

- **la survie de l'enfant, y compris la santé maternelle**
- **l'accès à une éducation de qualité**
- **un avenir sûr pour les enfants et les jeunes**

La survie de l'enfant, y compris la santé maternelle

Environ 9 millions d'enfants meurent avant leur cinquième anniversaire, et ces décès sont souvent une conséquence de la consommation d'eau non potable, de méthodes d'assainissement inadéquates, de la malnutrition, ou de maladies curables et évitables.

Le taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans a diminué, mais les progrès sont inégaux, et le taux de mortalité chez les nouveau-nés et les enfants de moins de deux ans demeure élevé. En fait, la santé maternelle, néonatale et infantile est visée par les quatrième et cinquième Objectifs du Millénaire pour le développement, dont la réalisation nécessite encore beaucoup d'efforts.

En offrant des programmes éducatifs innovateurs et durables dans le domaine des soins de santé en pédiatrie, en faisant la promotion du leadership dans le secteur de la santé des enfants et en renforçant la capacité des systèmes de santé, nous pouvons unir nos efforts pour améliorer les résultats en matière de santé des enfants au Ghana, en Éthiopie et en Tanzanie. [Trad.]

– Cathy Séguin, vice-présidente
SickKids International Affairs
Toronto, Ontario

Par le truchement de ses programmes, l'ACDI améliore la santé des mères et des enfants partout dans le monde. À titre d'exemple, en Éthiopie, 82 % des enfants ont été vaccinés contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos en 2010 par rapport à 73 % en 2008. Au Nigéria, 90 % des enfants dans les États où le risque est le plus élevé sont maintenant immunisés contre la poliomyélite, grâce à des campagnes de vaccination.

En appuyant l'Initiative catalytique pour sauver un million de vies, le Canada a permis à des travailleurs de la santé de première ligne d'être formés, outillés et déployés dans des collectivités pour qu'ils puissent prévenir et traiter des maladies, ainsi qu'offrir des services de santé aux groupes vulnérables que représentent les enfants et les femmes enceintes. Jusqu'en mars 2010, plus de 20 000 travailleurs de la santé de première ligne, sur les quelque 40 000 qui seront formés grâce au soutien du Canada, ont été outillés et déployés dans les collectivités.

De plus, le soutien du Canada contribue à élargir la couverture des services de santé essentiels pour prévenir les principales causes de décès chez les enfants de moins de cinq ans. À titre d'exemple, au Niger, la proportion

DONNER UNE CHANCE TOUTE SPÉCIALE À DES ÉCOLIERS BIEN SPÉCIAUX



© ACDI/CIDA : Wendell Phillips

Sumi Akler et Alamin Akler, deux jeunes de 14 ans, fréquentent l'école Algeekandra Para BRAC à Narsingdi, au Bangladesh.

En collaboration avec l'ACDI, le Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC) offre un programme d'éducation aux groupes marginalisés du Bangladesh, dont les personnes très pauvres, les décrocheurs scolaires, les membres des minorités ethniques et les enfants aux besoins spéciaux. Depuis 1972, le BRAC fournit des services communautaires et une éducation de qualité aux personnes les plus démunies, particulièrement les filles. Cet organisme est reconnu mondialement pour son succès dans les projets éducatifs — 97 % des élèves poursuivent des études secondaires —, et il appuie les efforts du gouvernement du Bangladesh en vue d'offrir une éducation universelle.

En 2004, environ 9 600 enfants aux besoins spéciaux ont été inscrits au programme éducatif; en 2009, ce nombre s'élevait à plus de 26 000. Cette année-là, 98 % des élèves admissibles avaient terminé leur 5e année, un taux de réussite extraordinaire.

DONNER DE L'ESPOIR AVEC LA SANTÉ



© ACDI/CIDA : Jean-François Leblanc

Le Centre Massinga du Mozambique est reconnu pour son excellence dans la formation des enseignants et des travailleurs de la santé, comme le groupe ci-dessus. Avec l'aide de l'ACDI, l'établissement pourra tripler sa capacité.

Les deux tiers de la population du Mozambique habitent dans les régions rurales, où les travailleurs de la santé formés sont rares. De nombreux travailleurs de la santé de ce pays n'ont pas reçu la formation adéquate pour être en mesure de lutter contre des maladies comme le VIH/sida. Dans le cadre d'une collaboration avec l'ACDI et l'Université de la Saskatchewan, le Centre Massinga, un établissement du Mozambique qui offre de la

formation dans le domaine de la santé, offre une formation de qualité aux travailleurs de la santé. L'apprentissage de nouvelles pratiques rallume leur passion d'aider autrui et les habilite à mobiliser les collectivités et à former d'autres travailleurs de la santé. Le renouvellement du programme national de formation des travailleurs de la santé au Mozambique s'appuie sur le programme de formation du Centre Massinga.

D'ici la fin du projet en cours, le Centre Massinga espère :

- offrir de la formation en médecine préventive à 570 travailleurs de la santé;
- approfondir l'éducation de 125 travailleurs de la santé officiels, de 500 travailleurs de la santé communautaire, de 500 promoteurs de la santé communautaire, de 1 000 guérisseurs traditionnels et de 100 sages-femmes;
- former 45 nouveaux enseignants en formation des travailleurs de la santé;
- améliorer le logement des étudiants — augmenter la capacité de logement pour la faire passer de 60 à 180 places.

d'enfants soignés pour une pneumonie à l'aide d'antibiotiques est passée de 47 % en 2006 à 56 % en 2009. Quant à la proportion d'enfants soignés à l'aide de médicaments antipaludiques, elle est passée de 33 % en 2006 à 51 % en 2009.

L'ACDI mettra tout en œuvre pour :

- améliorer l'accès aux soins de santé maternelle afin de réduire les maladies et les décès chez les mères et les nouveau-nés;
- appuyer davantage les interventions en santé destinées aux enfants, comme la vaccination, les suppléments nutritifs et l'eau potable, afin d'améliorer leur santé;
- investir davantage dans la prévention de maladies, comme le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose, pour assurer la survie des mères et des enfants;
- renforcer les systèmes de santé pour qu'ils soient durables et qu'ils fournissent des soins de santé de qualité aux mères et aux enfants.

Une éducation de qualité

Une main-d'œuvre instruite est essentielle au développement durable et à la réduction de la pauvreté extrême.

L'accès à l'éducation s'est amélioré dans les pays en développement, mais pour des raisons financières, sociales, de santé et de sécurité, 67 millions d'enfants, dont 53 % sont des filles, ne fréquentent pas encore l'école. Il est prioritaire d'envoyer les enfants à l'école et de s'assurer qu'ils complètent le cycle d'éducation de base de 10 ans. Il est également essentiel de renforcer les systèmes d'éducation nationaux en misant sur la formation des enseignants, la pertinence des programmes scolaires et la qualité du matériel didactique.

L'ACDI déploie des efforts pour :

- accroître l'accès à l'éducation de base, particulièrement pour les filles, dans un environnement sécuritaire;
- améliorer la qualité de l'éducation en mettant un accent particulier sur les enseignants et leur formation, sur la pertinence des programmes offerts et sur la qualité du matériel pédagogique;
- augmenter les possibilités d'apprentissage adéquat pour les jeunes, à l'école et ailleurs.

Ces efforts visent à créer des systèmes d'éducation solides qui donnent aux enfants et aux jeunes, en

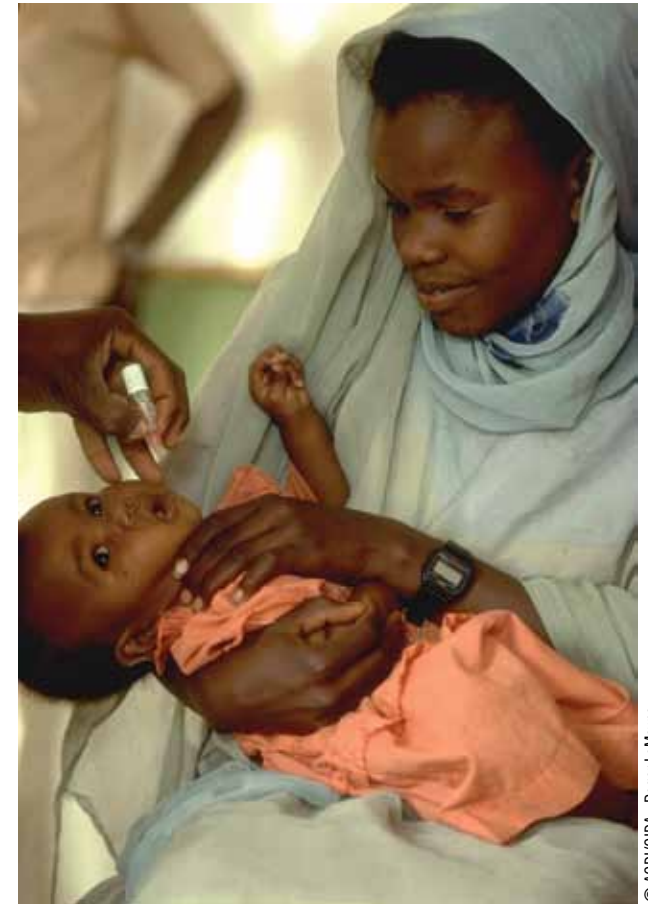
particulier aux filles, les compétences de base dont ils auront besoin pour devenir des citoyens productifs.

Au Mozambique, depuis 2004, l'ACDI soutient la distribution de plus de 90 millions de manuels, de cahiers d'exercices et de manuels de l'enseignant. Cette année, de nouveaux manuels d'enseignement et d'apprentissage, qui mettent l'accent sur le VIH/sida et l'égalité entre les sexes, ont été distribués à plus de 3,5 millions d'élèves et d'enseignants du primaire. Les manuels ont été acheminés rapidement et plus de 85 % des élèves ont maintenant leurs propres manuels.

Au Sénégal, avec l'appui du Canada, le ministère de l'Éducation a amélioré l'environnement physique autour de 2 500 écoles primaires, a fourni un milieu d'apprentissage sûr pour les enfants, a aligné les programmes des écoles primaires sur le modèle canadien axé sur les compétences et a expliqué les nouvelles méthodes d'enseignement et d'apprentissage à plus de 8 000 enseignants.

La sécurité pour la vie

Des millions d'enfants et de jeunes sont victimes de violence, d'agressions et d'exploitation. Les conflits armés, la traite de personnes, l'exploitation sexuelle, les formes dangereuses de travail et certaines pratiques culturelles, comme la mutilation génitale féminine, violent les droits des enfants dans de nombreux pays en développement. Or, il faut tenir compte des



© ACDI/CIDA : Roger LeMoine

L'ACDI contribue au programme de vaccination de l'UNICEF afin de protéger les enfants contre les six principales maladies touchant les enfants. Dans un centre local de santé à Khartoum, au Soudan, les mères peuvent faire vacciner leurs enfants pour leur assurer une protection vitale contre des maladies infantiles. De plus, les femmes enceintes peuvent y recevoir un vaccin contre le tétanos.

questions de sécurité et de protection, sans quoi la pérennité des améliorations accomplies grâce aux investissements en santé, en éducation et dans d'autres domaines pourrait être compromise. Il est particulièrement important d'assurer la sécurité et la protection des jeunes durant les années de transition vers l'âge adulte, lorsque les jeunes recherchent des possibilités de jouer un rôle dans leurs collectivités. L'ACDI collabore avec les forces policières, les autorités judiciaires, les enseignants, les employés de la fonction publique, les travailleurs de la santé et les collectivités afin d'établir un environnement sûr et sécuritaire pour permettre aux enfants de grandir, d'apprendre et de jouer.

Pour assurer un avenir sûr et sécuritaire aux enfants et aux jeunes, l'ACDI :

- renforcera et mettra en œuvre des cadres de travail visant à mieux protéger les droits des enfants et des jeunes, particulièrement ceux des filles, qui sont plus susceptibles d'être victimes de violence, d'exploitation et d'abus;
- veillera à ce que les écoles soient sûres, qu'on n'y observe ni violence ni mauvais traitements, et qu'elles soient propices à l'apprentissage des enfants;
- aidera les jeunes à risque à trouver des solutions de rechange à la violence et au crime et à devenir des membres positifs et productifs de la société.



© ACDI/CIDA : Samuel Gervais

Ces enfants qui fréquentent l'école publique Benito-Juarez à Nikinohomo, au Nicaragua, reçoivent une éducation qui les aidera, le moment venu, à subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, ainsi qu'à devenir des membres actifs au sein de leur collectivité. Par sa contribution financière, l'ACDI aide à garantir l'accès équitable des filles et des garçons à l'éducation, l'égalité entre les femmes et les hommes étant un thème transversal à l'ACDI.

À titre d'exemple, dans le Sud de la Colombie, neuf établissements d'enseignement et 80 enseignants participent à un projet sur la résolution des conflits auprès des adolescents, mis en œuvre par Plan Canada et financé par l'ACDI. L'objectif de ce projet, qui a déjà permis d'offrir des séances d'information à 300 jeunes et à 284 parents, est d'apprendre aux jeunes victimes de violence, de discrimination ou de rejet comment se réapproprier leur place à l'école, dans leur famille et dans la collectivité.

FAITS ET CHIFFRES

L'ACDI, LES ENFANTS ET LES JEUNES

- **350 millions de dollars** ont été investis par le gouvernement du Canada dans des programmes axés sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants.
- **318 millions de dollars** ont été investis pour renforcer l'éducation de base.
- **69 000 jeunes enfants** ont été vaccinés contre la poliomyélite au Bangladesh.
- **120 000 enseignants** du Pakistan ont bénéficié d'une formation.

LUTTER CONTRE L'EXPLOITATION DES ENFANTS À CARTAGENA (COLOMBIE)



© ACDI/CIDA : Jean-François Leblanc

En faisant participer toute la collectivité aux efforts de protection des enfants contre l'exploitation, ceux-ci pourront vivre dans un environnement sécuritaire.

L'exploitation sexuelle commerciale des enfants est un problème important à Cartagena. Cette ville portuaire d'un million d'habitants, qui fait face à la mer des Caraïbes, est une destination recherchée pour le tourisme sexuel. Malgré la présence de réseaux criminels solidement implantés dans la ville, Luz Stella Cárdenas, fondatrice et directrice de la Fondation Renacer, est déterminée à juguler cette tendance.

M^{me} Cárdenas, intervenante et psychologue de formation, a mis sur pied, grâce à l'appui de l'ACDI, un projet destiné à protéger les garçons et les filles de l'exploitation sexuelle commerciale. Par ce projet, elle vise à faire de chaque travailleur de l'industrie touristique un rempart contre l'exploitation sexuelle des enfants, à l'image de la vieille ville et de son rempart, construit pour la protéger des pirates et des envahisseurs.

« Nous luttons contre ce fléau depuis plus de dix ans, affirme M^{me} Cárdenas. Au début, l'industrie touristique locale nous considérait comme des fauteurs de troubles. Nous avons peu à peu réussi à convaincre les gens que la ville ne pouvait se développer de manière durable en comptant sur le tourisme sexuel, pratiqué autant par les Colombiens que par les touristes étrangers. »

L'équipe de huit personnes de M^{me} Cárdenas collabore avec les instances gouvernementales et les partenaires du secteur privé afin d'instaurer un code de conduite dans les entreprises locales et de sensibiliser davantage les jeunes dans les écoles et au moyen d'ateliers. Une maison d'accueil pour victimes d'exploitation sexuelle aide ces enfants à reprendre confiance et à réapprendre à vivre.

L'ACDI soutient activement le développement organisationnel dans le cadre du projet grâce à des relations Sud-Sud solides, et sa présence discrète à des séances de planification a permis de créer un climat de confiance au sein de son organisation, de la Public Administration Leadership and Management Academy (PALAMA) et dans les trois pays partenaires, à savoir le Rwanda, le Burundi et le Sud-Soudan. Ce projet, d'une durée de cinq ans, démontre que la Déclaration de Paris peut se traduire par des mesures concrètes et que la population du Sud a bel et bien été entendue. En effet, elle est l'instigatrice de projets novateurs financés par des partenaires du Nord. [Trad.]

– Sal Muthayan, Public Administration Leadership and Management Academy, République sud-africaine

FAVORISER UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE



© ACDI/CIDA : Jean-François Leblanc

Des Colombiennes prennent soin de jeunes plants de café qui, une fois matures, produiront du café biologique et constitueront une source de revenus essentielle à une collectivité comptant un peu moins de 200 personnes déplacées, la plupart étant des femmes. Avec l'appui de l'ACDI, le Programme alimentaire mondial fournit à la coopérative les produits alimentaires de base en attendant que sa nouvelle culture commerciale parvienne à maturité. Une fois que les plants commenceront à produire, ils permettront à ces femmes de subvenir à leurs besoins alimentaires et de combler d'autres besoins.

Développer l'économie est le meilleur moyen d'aider les gens à se sortir de la pauvreté une fois pour toutes. Une économie dynamique et en croissance permet de créer des emplois et d'augmenter les revenus. En retour, la croissance économique permet de générer les ressources financières dont les gouvernements des pays en développement ont besoin pour investir dans le bien-être de leurs citoyens.

Dans le cadre de sa Stratégie sur la croissance économique durable, l'ACDI concentre ses principaux investissements afin d'aider les pays en développement à favoriser une croissance économique durable et à aider leurs citoyens à améliorer leur qualité de vie.

Cette stratégie de l'ACDI privilégiera trois domaines d'intervention :

- **établir des assises économiques;**
- **favoriser la croissance des entreprises;**
- **investir dans le capital humain.**

Pour les pays en développement, les obstacles qui empêchent la croissance économique durable sont difficiles à surmonter. Il peut d'agir :

- d'une main-d'œuvre qui n'a pas les compétences nécessaires;
- d'un financement difficile à obtenir;
- d'économies vulnérables aux chocs externes;

- de contraintes sociales et culturelles qui empêchent les gens — spécialement les femmes — de réaliser leur plein potentiel.

Grâce à des gouvernements responsables, à des marchés ouverts et efficaces, à des infrastructures de qualité, à un capital humain compétent, à des chances égales pour les femmes et les hommes et à des ressources naturelles gérées de manière durable et responsable, les économies qui sont en défaillance peuvent se rétablir et devenir florissantes.

Au moyen de sa Stratégie sur la croissance économique durable, l'ACDI appuie des activités de développement visant à mettre en place les éléments essentiels à la croissance économique et à les faire interagir afin de réduire la pauvreté.

L'ACDI met en œuvre sa stratégie en tenant compte du fait que chaque pays fait face à des défis et à des obstacles différents qui entravent sa croissance économique. L'ACDI travaille avec les partenaires du développement, y compris ceux dans les pays en développement, les autres donateurs ainsi que la société civile et le secteur privé du Canada, afin de mieux comprendre ce qui empêche la croissance économique dans chaque cas, et de mieux cerner et appliquer les mesures les plus efficaces pour générer une croissance économique durable.

FAIRE PLACE À L'INGÉNIOSITÉ ET À L'INNOVATION DANS LES ENTREPRISES LOCALES



© ACDI/CIDA : Pierre St-Jacques

Une jeune entrepreneure parmi les bénéficiaires du PAMECAS (Programme d'appui aux mutuelles d'épargne et de crédit au Sénégal), dont la mission est de favoriser le bien-être économique et social de ses membres et collectivités.

La Colombie a fait d'importants progrès en vue de protéger les droits des enfants et des jeunes. Nous sommes reconnaissants du soutien important et pertinent que fournit le Canada pour aider à améliorer la vie des enfants et des familles en Colombie. [Trad.]

– Angelino Garzon,
vice-président de la Colombie

À Kaolack, au Sénégal, quelque 30 conseillers aux entreprises locales — le tiers étant des femmes — apprennent à établir une entreprise, de sa conception à son lancement. Dans le cadre d'un projet appuyé par l'ACDI, par l'entremise du Service d'aide aux jeunes entreprises de Montréal, des gens d'affaires de la région suivent une formation sur la gestion et, à leur tour, agissent comme mentors auprès d'autres membres de la collectivité qui veulent se lancer en affaires.

La formation s'adresse aux employés d'organisations économiques et sociales désireux de devenir spécialistes de tous les aspects des affaires. Cette formation leur permet d'être outillés pour aider des entrepreneurs à passer du concept à la réalité, et leur donne un avantage concurrentiel. Les participants apprennent entre autres à gérer des subventions, à établir des objectifs et des buts, ainsi qu'à en assurer le suivi, de même qu'à mettre sur pied et à promouvoir des entreprises. Les participants ont ainsi une plus grande confiance dans leurs talents et leurs capacités, et obtiennent un plus grand respect de leurs collègues. Certains ont même obtenu une promotion.

Établir des assises économiques

La croissance économique survient plus facilement lorsque les gouvernements encouragent l'investissement, l'innovation et la transparence, et lorsqu'une réglementation juste permet aux entrepreneurs de faire croître leurs entreprises sans avoir à se plier à des procédures administratives excessives.

Dans trop de pays en développement, des obstacles comme la mauvaise gestion financière, la corruption et l'instabilité politique font passer au second plan les possibilités d'investissement, d'innovation et de concurrence.

Pour assurer la prospérité de leur économie, les pays doivent mettre en place une saine gestion économique et financière qui encourage les investissements privés et réduit la corruption.

Pour susciter la croissance et la réussite, les pays en développement doivent aussi renforcer les institutions, les lois et les règlements qui gouvernent leur économie. Cela comprend le renforcement des politiques gouvernementales qui ouvrent les marchés et qui attirent les investissements dans les infrastructures, l'objectif étant d'assurer une meilleure intégration aux économies locales, régionales et internationales. Cela comprend aussi la promotion de politiques qui améliorent la gestion des ressources naturelles et la viabilité de l'environnement, notamment en ce qui concerne la responsabilité sociale des entreprises.

En contribuant à un fonds commun multidonateurs, l'ACDI a aidé la Coopération en Afrique orientale (CAO) dans ses efforts visant à promouvoir et à coordonner l'adoption de politiques et de règlements communs sur les douanes, les tarifs et d'autres enjeux commerciaux. Le projet permet également de soutenir la négociation conjointe d'accords commerciaux extrarégionaux et la pleine participation à la CAO de nouveaux pays partenaires, soit le Rwanda et le Burundi. Jusqu'en mars 2010, la CAO a connu un accroissement de l'intégration commerciale et régionale. Les efforts d'intégration ont abouti à un plus grand nombre d'échanges commerciaux à l'intérieur de la CAO, dont la valeur est passée de 1,847 milliard de dollars américains en 2005 à 2,715 milliards de dollars américains en 2008.

Favoriser la croissance des entreprises

Les entrepreneurs dans les pays en développement veulent apporter leur contribution, mais les petites et moyennes entreprises ont rarement le soutien financier ou les outils nécessaires pour transformer les produits en réussite commerciale. L'ACDI aide ces entrepreneurs à accéder plus librement au crédit, à l'assurance et aux services financiers, notamment aux produits de microcrédit.

ABATTRE LES OBSTACLES : LES PLOMBIERS SONT DES FEMMES !



En tant que plombière dûment formée et responsable de ce projet d'assainissement, Rosalina Ortega (à l'avant-plan) est un modèle d'identification pour les femmes à Tarritos, au Honduras. « C'est important d'être une femme plombier parce que lorsqu'on a un emploi, on est important », affirme Rosalina.

À Tarritos, au Honduras, Rosalina Ortega est un exemple pour les femmes. En effet, elle travaille comme plombière à un projet d'assainissement et d'approvisionnement en eau visant à assurer l'accès des Honduriens à de l'eau potable et à des services d'assainissement efficaces. Dans cette collectivité, environ 42 % des systèmes d'approvisionnement en eau municipaux sont gérés par des femmes.

Un projet de CARE Canada (soutenu par l'ACDI et la Banque mondiale) aide les femmes à Tarritos à obtenir leurs qualifications professionnelles.

À l'heure actuelle, 28 diplômées assurent l'entretien de 13 systèmes d'approvisionnement en eau dans 20 collectivités. Bien qu'elles se heurtent à des obstacles dans ce secteur d'emploi à prédominance masculine, ces femmes ont acquis des compétences qui leur permettent de trouver un emploi et d'améliorer leur niveau de vie. Elles ont abattu des obstacles et aidé à changer les mentalités quant au potentiel des femmes.

Au Sri Lanka, par exemple, grâce à des activités visant à soutenir le microfinancement, l'ACDI a aidé à mettre sur pied 57 groupes communautaires dans quatre régions ainsi qu'à y augmenter les revenus de 20 %.

Investir dans le capital humain

Dans un pays en développement, les investissements dans les compétences de la population sont autant essentiels à la croissance économique durable que le sont les investissements dans la machinerie lourde et l'équipement. Les femmes, en particulier, ont un rôle à jouer dans tous les volets économiques des pays en développement — que ce soit la production alimentaire, la création de revenus, la gestion des ressources naturelles ou l'organisation de la collectivité.

FAITS ET CHIFFRES

L'ACDI ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE

- En Indonésie, le Projet sur la gouvernance environnementale et les moyens d'existence durables a permis à plus de **26 500 villageois** de participer aux décisions qui ont une incidence sur leur revenu.
- Selon les données préliminaires pour l'exercice 2009–2010, l'ACDI a investi **741,4 millions** de dollars pour favoriser une croissance économique durable.
- La stratégie-pays de **12 des 20 pays ciblés** par l'ACDI met l'accent sur la croissance économique durable.
- Au Pakistan, quelque **5 500 femmes** ont pu acquérir des compétences en entrepreneuriat et en gestion d'entreprise, grâce à un projet sur les difficultés liées à l'emploi et les conditions de travail des femmes.

L'ENTREPRENARIAT EN ACTION



© ACDI/CIDA : Bruce Paton

Au Ghana, les bénéficiaires d'un projet se retrouvent dans un marché pour y acheter et y vendre des produits.

Pour subvenir aux besoins de sa famille, Sahada, une jeune mère de deux enfants vivant dans le village de Kafaba, au Ghana, devait traverser le village pour y vendre de l'okra et du poivre qu'elle transportait dans un panier, sur sa tête.

Grâce à un projet communautaire géré par Agriteam Canada et CARE Canada, et avec le soutien de l'ACDI, Sahada peut maintenant vendre une plus grande variété de produits à un étal muni d'un petit toit au marché public.

Les femmes louent ces étals pour 80 cents par mois; cet argent sert à entretenir les structures et à garder le marché propre. À un étal tout près, Habiba, qui est veuve, vend de l'huile à friture, des arachides, du sel et du poivre. En louant un étal, elle a pu augmenter ses profits mensuels de 21 \$, ce qui est suffisant pour envoyer ses cinq enfants à l'école.

HAÏTI



© ACDI/CIDA - Jan Jakobišic

Haïti est l'un des 20 pays ciblés par l'ACDI. Il représente la plus importante mission de l'ACDI dans les Amériques. Après le séisme de janvier 2010, l'ACDI a acheminé une aide humanitaire cruciale afin de sauver des vies.

Le Canada a réagi rapidement et efficacement en aidant à fournir des services médicaux d'urgence, des mesures de protection, des abris, de la nourriture, de l'eau et des installations sanitaires aux sinistrés. Il a versé au total 150,15 millions de dollars sous forme d'aide humanitaire immédiate aux organisations canadiennes et étrangères présentes sur le terrain.

Le 31 mars 2010, lors de la Conférence internationale des donateurs intitulée Un nouvel avenir pour Haïti, le Canada a promis de verser 400 millions de dollars sur deux ans (2010–2012) à l'appui du Plan d'action pour la reconstruction et le développement d'Haïti et de la réalisation des priorités du gouvernement haïtien. Cet engagement s'ajoute à l'aide au développement à long terme que le Canada consacre à Haïti (555 millions de dollars de 2006 à 2011).

À la suite du séisme dévastateur qui a secoué Haïti en janvier 2010, une aide humanitaire a été fournie à la population, dont des services médicaux d'urgence, des mesures de protection, des abris, de la nourriture, de l'eau et des installations sanitaires. Le lieu de rassemblement des personnes déplacées au pays est la cour du Collège Saint-Pierre, au centre de Port-au-Prince.

LES HÔPITAUX MOBILES SAUVENT DES VIES



© ACDI/CIDA : Jan Jakobiec

Dans les jours et les semaines qui ont suivi le séisme du 12 janvier 2010, cet hôpital de campagne de la Croix-Rouge, établi à Port-au-Prince, a fourni chaque jour des soins chirurgicaux et médicaux à quelque 300 personnes.

L'hôpital de campagne mobile, cofinancé par la Croix-Rouge norvégienne et la Croix-Rouge canadienne, est une initiative vitale qui a changé le cours des choses en Haïti après le séisme. Cet hôpital comporte des blocs spécialement consacrés aux interventions chirurgicales, aux premiers soins et au triage, une aile de 70 lits, ainsi que des unités de services de soutien psychosocial et de santé communautaire.

L'hôpital, qui se situe à Port-au-Prince, a aidé la Croix-Rouge canadienne à offrir des soins médicaux et de santé aux Haïtiens touchés par le séisme. L'ACDI a fourni un soutien financier, ainsi que dix professionnels techniques et de la santé.

Forte de cette expérience, l'ACDI a commencé à collaborer avec la Croix-Rouge canadienne pour mettre en place un hôpital de campagne mobile dont les ressources opérationnelles proviendront du Canada. Il s'agirait du premier hôpital de ce genre dans les Amériques.

Avant tout, je remercie Dieu de nous avoir sauvés lors du tremblement de terre du 12 janvier, puis je remercie la Croix-Rouge. Lors de cette catastrophe, nous avons perdu des enfants et des familles. Ma maison a été détruite. Nous devons dormir dans les champs, sous une couverture. Grâce à la Croix-Rouge canadienne, lorsqu'il pleut la nuit, je dors en paix.

– Gisèle Console, qui vit maintenant dans un abri temporaire érigé par la Croix-Rouge canadienne près de Léogâne. Avec l'aide de l'ACDI, la Croix-Rouge canadienne et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge construisent 15 000 maisons résistantes aux tremblements de terre et aux ouragans.

En réponse au séisme, et en reconnaissance de la générosité des Canadiens qui ont versé au total 220 millions de dollars à des organismes de charité enregistrés, le gouvernement du Canada a consenti un montant équivalent, et a créé le Fonds d'aide aux victimes du séisme en Haïti, afin de fournir une aide humanitaire et de favoriser les projets de rétablissement et de reconstruction.

Le séisme est survenu alors qu'Haïti avait connu une année de stabilité en termes de sécurité et de développement, de même que des progrès sur le plan des droits de la personne. Le Canada a joué un rôle actif dans les gains acquis, et a contribué à obtenir des résultats sur le plan de l'éducation sanitaire et de la lutte contre la faim.

Par exemple, l'ACDI a permis à 1 140 000 Haïtiens souffrant d'infections transmises sexuellement, y compris des jeunes de la région d'Artibonite, d'avoir accès à des services de santé de qualité.

L'Agence a également distribué des produits agricoles (semences, compost, outils) à plus de 39 000 familles pour améliorer la sécurité et la production alimentaires.

Pour favoriser la croissance économique, l'ACDI a aidé plus de 350 000 Haïtiens à devenir membres de 48 coopératives de crédit, améliorant ainsi leur accès au microcrédit. Ce réseau fournit des centaines d'emplois permanents dans les régions rurales et permet à des centaines de membres de participer à la gestion de cette institution démocratique.

Le gouvernement du Canada s'est engagé à verser au total plus de un milliard de dollars à Haïti (2006–2012). L'engagement à long terme de l'ACDI et son intervention lors du séisme ont contribué à faire d'Haïti le premier pays bénéficiaire en importance de l'aide canadienne au développement en 2009–2010.

Le Canada soutient également la vaccination de masse en Haïti. Jusqu'en avril 2009, le Canada a aidé à administrer à 4,7 millions d'enfants et d'adolescents le vaccin bivalent contre la rougeole et la rubéole. De plus, 800 000 autres enfants ont reçu de la vitamine A, qui peut aider à les protéger contre la rougeole.

FAITS ET CHIFFRES

AIDER HAÏTI À SE REMETTRE DU SÉISME DU 12 JANVIER 2010 ET BÂTIR L'AVENIR

- **4,3 millions de personnes** ont reçu une aide alimentaire.
- **1,3 million de personnes** ont maintenant un accès à l'eau potable.
- **90 % des personnes déplacées** ont eu accès à des cliniques de santé.
- **1,5 million de personnes** ont bénéficié de matériaux pour des abris d'urgence.
- **Trois sites** ont été choisis pour accueillir les bureaux temporaires pour deux ministères importants du gouvernement haïtien — l'Agriculture et la Santé —, ainsi que pour le Secrétariat de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti.



© ACDI/CIDA : Jean-François Leblanc

En collaboration avec l'Organisation des États américains, l'ACDI aide Haïti à mettre en place un système d'identification et d'enregistrement national. Officiellement, les citoyens sans papiers n'existent pas. Ils ne peuvent pas chercher d'emploi, obtenir des titres de propriété, ouvrir un compte de banque, avoir accès à des soins médicaux ou fréquenter l'université. La mise à jour cruciale du registre civil permettrait au gouvernement d'améliorer la planification des politiques. L'objectif est d'enregistrer 95 % des enfants et des adultes.

AFGHANISTAN

Pour l'exercice financier 2009–2010, l'Afghanistan a été le deuxième bénéficiaire en importance de l'aide de l'ACDI, celle-ci ayant versé près de 238 millions de dollars pour les projets de reconstruction, de développement et d'aide humanitaire, ainsi que pour l'aide multilatérale. L'ACDI concentre son activité dans la région de Kandahar — centre de la participation militaire du Canada — et dans tout le reste du pays.

Avec l'aide de l'ACDI, des programmes clés en matière d'éducation, de santé, de croissance économique, d'action antimines, d'aide humanitaire, d'institutions publiques et d'élections ont permis au gouvernement afghan de donner suite à ses priorités et de répondre aux besoins des citoyens, tout en favorisant l'atteinte des objectifs de développement durable.

Si les Afghans continuent de souffrir des effets de la pauvreté, des inégalités et de l'insécurité, on observe des gains évidents, particulièrement sur les plans de l'éducation, des programmes de croissance économique et du renforcement des institutions démocratiques.



© Gouvernement du Canada/ Travis Beard

Le Canada aide à renforcer la capacité de l'Afghanistan à fournir des services essentiels et à promouvoir la croissance économique. Bâti de nouvelles structures contribue aux efforts de reconstruction de l'Afghanistan.

Les services de base : l'éducation et la croissance économique

Certains projets de développement de l'ACDI en Afghanistan visent à appuyer des programmes qui donnent à tous les Afghans, y compris les femmes et les filles, un meilleur accès aux services de base, comme l'éducation et la formation professionnelle, ainsi qu'à des possibilités d'emplois.

En 2009, 6,2 millions d'enfants — dont le tiers sont des filles — étaient inscrits dans les 10 500 écoles de l'Afghanistan. Voilà une importante amélioration depuis 2001, alors que 700 000 enfants seulement, tous des garçons, fréquentaient l'école.

Dans le cadre du projet de premier plan en éducation, le Canada a financé la reconstruction ou la remise en état de 16 écoles dans la province de Kandahar. À la fin de l'exercice financier, 27 autres écoles étaient en construction.

De plus, 110 000 enseignants et directeurs d'écoles ont reçu une formation de base et une formation axée sur l'amélioration des compétences dans le cadre du Projet d'amélioration de la qualité de l'éducation. L'ACDI aide ainsi à améliorer la qualité de l'enseignement, l'accès à celui-ci et l'égalité entre les sexes dans le secteur de l'éducation en Afghanistan.

En 2009–2010, grâce à l'alphabétisation de 23 500 personnes, l'ACDI a dépassé l'objectif fixé en 2008, soit 20 000 personnes.

Pour augmenter les possibilités économiques pour les Afghans, l'ACDI a également appuyé des programmes de croissance économique durable.

Dans le cadre du Projet de formation professionnelle pour les Afghanes, des femmes vulnérables acquièrent des compétences qui leur permettront de gagner un revenu. Ce projet est l'un d'une série de programmes de formation qui sont financés par l'ACDI et qui profitent tant aux femmes qu'aux hommes. En 2009, sur les 1 240 personnes qui ont terminé la formation axée sur les compétences monnayables, 59 % étaient des femmes.

LA REMISE EN ÉTAT DU BARRAGE DE DAHLA ET DE SON SYSTÈME D'IRRIGATION



Avec la permission de Lisa Vandehel

Situé au cœur de la province de Kandahar, le barrage Dahla (et son système d'irrigation) est le deuxième barrage en importance au pays. Il devrait générer 10 000 emplois saisonniers.

Dans la province de Kandahar, 80 % de la population vit le long de la rivière Arghandab qu'alimentent le barrage de Dahla et son système d'irrigation. Pour que la Vallée de l'Arghandab redevienne le cœur de l'agriculture en Afghanistan, ce projet vient améliorer l'irrigation et les services agricoles. En 2009–2010, l'ACDI a continué à remettre en état les canaux d'irrigation en extrayant quelque 85 000 mètres cubes de limon (ce qui équivaut à la charge de plus de 4 470 camions à benne). Ces travaux ont permis d'améliorer le débit d'eau pour les exploitants agricoles de Kandahar et d'augmenter la production agricole grâce à une meilleure irrigation de 3 500 hectares de terres.

L'ACDI a également aidé les Afghans à obtenir un meilleur accès aux services financiers en appuyant le Mécanisme de microfinancement et de soutien en Afghanistan (MISFA). Depuis 2003, dans l'ensemble du pays, plus de 430 000 Afghans — dont 60 % de femmes — ont bénéficié de prêts. Grâce au soutien de l'ACDI, le MISFA a donné d'importants résultats : en mars 2010, 1 100 Kandaharis avaient reçu de l'aide.

La santé

Des millions d'Afghans demeurent vulnérables à l'insécurité alimentaire chronique, aux catastrophes naturelles et d'origine humaine et aux mines terrestres. Le Canada s'est engagé à verser jusqu'à 111 millions de dollars de 2008 à 2011 pour aider le gouvernement de l'Afghanistan à offrir une aide humanitaire dans la province de Kandahar, ainsi que dans tout le pays.

L'ACDI appuie le secteur de la santé en Afghanistan principalement en offrant aux personnes les plus vulnérables, particulièrement les femmes et les enfants, un meilleur accès aux services de soins de santé.

En avril 2009 a eu lieu l'inauguration du Centre résidentiel de soins obstétricaux de la province de Kandahar, un projet de l'UNICEF financé par l'ACDI. Depuis, les Afghanes peuvent obtenir des soins prénatals professionnels et avoir accès à des services obstétricaux d'urgence en cas de complications.

Dans ses efforts visant à éradiquer la poliomyélite, l'ACDI a aidé à renforcer les systèmes de surveillance et de détection de la maladie mis en place au ministère afghan de la Santé publique ainsi qu'à former et à mobiliser des travailleurs de la santé communautaires. Plus de 54 000 volontaires ont reçu une formation sur la mise en œuvre de campagnes de vaccination nationales. Neuf campagnes ont d'ailleurs eu lieu en 2009–2010 dans le cadre de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite.

De plus, le Canada a dépassé ses cibles en ce qui concerne la formation du personnel du secteur de la santé de la province de Kandahar : au lieu de former 500 personnes, il en a formé plus de 1 100.

L'aide alimentaire

C'est grâce au soutien de l'ACDI que le Programme alimentaire mondial a pu distribuer plus de 275 900 tonnes de nourriture à environ neuf millions d'Afghans vulnérables en 2009–2010. Seulement dans la province de Kandahar, plus de

16 000 tonnes de nourriture ont été remises à plus de 400 000 personnes dans le besoin. De plus, 4,4 millions d'Afghans ont profité des programmes de « vivres contre travail » du Programme alimentaire mondial, visant à développer les infrastructures communautaires telles que les routes, les ponts, les réservoirs et les systèmes d'irrigation.

La lutte antimines

Avec l'aide de l'ACDI, le Centre afghan de coordination de l'action antimines a déminé 574 km² de terres. En 2009, le nombre de victimes des mines terrestres a atteint un plancher historique après avoir chuté de plus de 70 % par rapport aux chiffres de 2001. En mars 2010, plus d'un million de personnes à l'échelle du pays, dont 480 000 Kandaharis, avaient été sensibilisées aux risques posés par les mines terrestres.

Les institutions démocratiques

L'une des six priorités du Canada en Afghanistan est de contribuer à renforcer la capacité du pays à se gouverner de façon démocratique par la mise en place d'institutions publiques et de processus électoraux efficaces et responsables.

DONNER UNE VOIX AUX AFGHANES



© Gouvernement du Canada

Des femmes se rassemblent pour participer à leur conseil de développement communautaire local.

Le Programme de solidarité nationale est le mécanisme que le gouvernement de l'Afghanistan emploie pour développer ses infrastructures rurales. C'est le plus grand projet de développement communautaire de l'histoire de l'Afghanistan. Il vise à réduire la pauvreté en consolidant la gouvernance à l'échelon communautaire et en versant des subventions aux collectivités partout dans le pays pour leur permettre de concrétiser les projets qu'elles ont elles-mêmes choisis, comme des travaux de reconstruction.

Grâce au soutien de l'ACDI, plus de 22 000 conseils de développement communautaire (CDC) ont été établis partout en Afghanistan, représentant plus de la moitié de toutes les collectivités. Les CDC ont occasionné une participation sans précédent des femmes aux mécanismes communautaires de prise de décisions dans l'Afghanistan rural.

FAITS ET CHIFFRES

AFGHANISTAN

- **6,2 millions d'élèves** au pays (dont un tiers sont des filles) sont inscrits à l'école.
- **23 500 personnes** ont suivi des cours d'alphabétisation (En 2008, le Canada avait l'objectif d'alphabétiser 20 000 personnes avant 2011).
- **1 100 entreprises** ont été enregistrées (engagement du Canada en 2008 : augmentation constante du nombre d'entreprises dans les districts clés).
- **54 000 fournisseurs de services** ont été mobilisés.
- **45 000 volontaires locaux** ont été formés.
- **7 millions d'enfants** ont été vaccinés.
- **1 200 travailleurs de la santé** ont été formés (engagement du Canada : 500 personnes formées avant 2011).
- Augmentation de **15 % du nombre de candidates électorales** en 2009 par rapport à 2005.
- Plus de **200 candidates** ont reçu une formation pour mener une campagne.

En 2009–2010, l'ACDI a aidé le gouvernement afghan à lutter contre la corruption en améliorant les systèmes et la gestion des finances publiques. L'ACDI a, par exemple, envoyé sur le terrain un conseiller canadien qui avait pour mandat d'aider le ministère afghan de la Justice à mettre sur pied l'unité anticorruption.

À l'échelle municipale et des districts, l'ACDI a financé le Programme de soutien à la gouvernance et au développement d'ONU-Habitat, qui a aidé des CDC urbains à améliorer la qualité des services essentiels, tels que l'approvisionnement en eau, les services d'assainissement, les systèmes d'égout et les routes d'accès, pour plus de 37 000 ménages de la ville de Kandahar.

L'ACDI a aidé la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan (CIDHA) à surveiller et à défendre les droits de la personne, plus particulièrement ceux des femmes. Grâce au soutien du Canada, la CIDHA a collaboré avec les forces policières, le corps judiciaire et le parlement pour aligner les lois, les procédures et les systèmes afghans sur les normes internationales en matière de droits de la personne.

À l'échelle nationale, l'ACDI a financé des projets visant à raffermir les processus électoraux et les programmes locaux ayant pour objectif d'encourager les citoyens à aller voter. Au cours des élections parlementaires de 2009, environ

10 % des candidats au Conseil provincial étaient des femmes, soit une augmentation de 15 % depuis les élections de 2005.

Les Afghanes sont encore aux prises avec des obstacles de taille lorsqu'elles tentent de s'investir plus activement dans la politique, mais l'ACDI a su prêter main-forte à plus de 200 candidates en leur offrant une formation sur les principales compétences en matière de conduite de campagne, ainsi que sur la connaissance du processus électoral.

La collaboration entre l'ACDI et l'Organisation panaméricaine de la santé a été essentielle pour faire en sorte que la prévention de la rubéole et de l'embryopathie rubéolique devienne une priorité en matière de santé publique dans les Amériques. Il a été possible d'obtenir l'appui des dirigeants politiques, de mobiliser de nouveaux partenaires et de veiller à ce qu'un groupe de travailleurs de la santé dévoués luttent en faveur de l'éradication de la rubéole afin d'éviter les conséquences dévastatrices de l'embryopathie rubéolique. [Trad.]

– Jon Kim Andrus,
directeur adjoint de l'Organisation
panaméricaine de la santé (OPS)



Avec la permission de Naziffa

Avec le soutien de l'ACDI, le ministère afghan de la Santé publique a mis en œuvre diverses campagnes nationales de vaccination, dont neuf campagnes contre la poliomyélite. Selon l'Organisation mondiale de la santé, l'Afghanistan est l'un des quatre derniers pays où cette maladie demeure endémique.

L'AFGHANISTAN : RAPPORT DE L'ACDI

PRIORITÉS

Le programme élaboré par l'ACDI de 2008 à 2011 cadre avec l'approche pangouvernementale du Canada. Axé sur six priorités et trois projets de premier plan, il aide l'Afghanistan à se rétablir grâce à la reconstruction et au développement. Le soutien de l'ACDI en Afghanistan se focalise sur les priorités suivantes :

Les enfants et les jeunes

- Améliorer l'accès à l'éducation, surtout pour les femmes et les filles, en rénovant et construisant des écoles dans la province de Kandahar (projet de premier plan), et en ouvrant des milliers d'écoles communautaires partout au pays.
- Former les enseignants, conformément au plan stratégique d'éducation nationale du ministère de l'Éducation de l'Afghanistan.
- Fournir de la formation, surtout aux femmes, en matière d'alphabétisation, de métiers et d'aptitudes à la vie quotidienne.
- Soutenir neuf campagnes nationales de vaccination contre la polio grâce auxquelles environ sept millions d'enfants afghans seront vaccinés (projet de premier plan).
- Améliorer l'accès aux soins prénatals et postnatals ainsi qu'aux soins obstétricaux, et accroître les compétences des travailleurs de la santé.

La croissance économique durable

- Soutenir les programmes de microfinancement et de promotion d'autres modes de subsistance pour améliorer l'accès des femmes et des hommes à l'emploi et aux possibilités de revenus, en particulier dans la province de Kandahar.
- Remettre en état le système d'irrigation du barrage Dahla (projet de premier plan) dans la vallée d'Arghandab.



FAITS ET CHIFFRES

- Population (2010) : **29,1 millions¹**
- Rang IDH (2010) : **155^e sur 169 pays²**
- Pourcentage de la population gagnant moins de 1,25 \$US par jour (2005) : **33,5 %³**
- Revenu national brut par habitant (2009) : **800 \$US⁴**
- Total de l'aide au développement de l'ACDI : **238,14 M\$CAN⁵**

1. Fonds des Nations Unies pour la population

2. Indicateur du développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement

3. Indicateurs de pays de la Banque mondiale. Indicateurs de développement dans le monde (en ligne), 2010

4. CIA World Factbook

5. Agence canadienne de développement international — Financement 2009-2010

La protection des populations vulnérables

- Fournir des vivres aux populations vulnérables.
- Fournir de l'aide non alimentaires et le nécessaire de protection contre le froid aux populations de la province de Kandahar.

La sécurité

- Réhabiliter plus de 500 km² de terres grâce au déminage.
- Accroître la sensibilisation du public aux risques que posent les mines grâce à des programmes d'éducation.

Le soutien à la gouvernance démocratique et aux institutions nationales

- Renforcer la gouvernance locale en créant des conseils de développement communautaire pour planifier et implanter des projets d'accès à l'eau, aux installations sanitaires et aux routes, et ce, à l'échelle des villages.
- Aider les adultes afghans à participer au processus électoral de 2009 et aux élections de 2010.

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- L'insécurité et l'instabilité constantes
- Le manque de main-d'œuvre compétente pour contribuer à la reprise économique
- Le faible taux d'alphabétisation

PROJETS STRATÉGIQUES

- Projet de premier plan du barrage Dahla (projet d'irrigation de la rivière Arghandab)
- Projet de premier plan relatif à l'éducation
- Projet de premier plan relatif à la polio
- Projet d'amélioration de la qualité de l'éducation (EQUIP)
- Programme de solidarité nationale

Le travail de l'ACDI en Afghanistan fait partie de la contribution du Canada à l'effort mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010 FAITS SAILLANTS

- Le nombre d'enfants inscrits à l'école a atteint 6,2 millions, une hausse par rapport au nombre d'élèves inscrits en 2001 (700 000 écoliers, tous des garçons).
- Plus de 770 projets d'infrastructure ont été réalisés, grâce au Programme de solidarité nationale.
- L'accès aux services de soins de santé de base offerts à moins de deux heures de marche a été amélioré, faisant passer la population desservie de 9 % en 2002 à 65 %.
- En 2009, l'aide a réduit le nombre de victimes des mines à son plus bas niveau depuis 2001, grâce aux programmes d'éducation sur les risques que posent les mines offerts aux filles, aux garçons et aux adultes.
- Les programmes de perfectionnement des compétences et le microfinancement ont accru les possibilités économiques; à l'échelle nationale, 430 000 Afghans dont les deux tiers sont des femmes ont reçu des microprêts.



© ACDI/CIDA : Peefram Pirnia

- Les ministères afghans ont reçu du soutien technique spécialisé dans des domaines clés, par l'intermédiaire de 13 conseillers techniques du Bureau canadien d'appui à la gouvernance.

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Le soutien de l'ACDI au développement en Afghanistan permet d'améliorer l'éducation, de fournir une aide humanitaire, d'accroître la sécurité alimentaire et de soutenir la gouvernance démocratique. L'ACDI est en bonne voie d'atteindre ses objectifs en 2011. Voici certains des résultats escomptés d'ici le 31 mars 2011 :

Les enfants et les jeunes

- Améliorer l'accès à l'enseignement de qualité (projet de premier plan)
- Poursuivre la campagne de vaccination contre la polio partout en Afghanistan (projet de premier plan)
- Accroître l'accès à l'aide alimentaire pour les Afghans vulnérables

La sécurité alimentaire

- Accroître le potentiel de production des terres

La gouvernance démocratique

- Améliorer la capacité du gouvernement de l'Afghanistan de gérer les finances publiques de manière transparente, responsable et efficace.
- Augmenter la participation des femmes candidates aux processus politiques et électoraux, aux échelons national et provincial.
- Favoriser l'amélioration des droits des Afghans, en particulier ceux des femmes et des filles, grâce au renforcement de la capacité de la Commission indépendante des droits de la personne.



© Ghulam Mohammad (Hindara)

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Canadiens

SNC-Hydrosult, Mennonite Economic Development Associates, la Fondation Aga Khan Canada, CARE, l'Entraide universitaire mondiale du Canada, Femmes canadiennes pour les femmes en Afghanistan, War Child Canada.

Multilatéraux

Le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la santé, l'UNICEF, le Service de l'action antimines des Nations Unies, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, la Banque mondiale.

L'Afghanistan

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.afghanistan.gc.ca

LE BANGLADESH : RAPPORT DE L'ACDI

PRIORITÉS

Les programmes de l'ACDI au Bangladesh s'harmonisent avec la Stratégie nationale de réduction accélérée de la pauvreté du pays. Cette stratégie met en valeur l'inclusion sociale et l'égalité (y compris entre les femmes et les hommes) et favorise la croissance économique grâce à l'amélioration de productivité, de l'efficacité et de la mise en valeur des ressources humaines. L'accent est également mis sur l'éducation primaire et non conventionnelle ainsi que sur la santé. Par conséquent, le soutien de l'ACDI, de 2009 à 2014 est axé sur :

Les enfants et les jeunes

- Améliorer la qualité et la prestation des services d'éducation.
- Accroître l'accès aux écoles primaires et le taux de persévérance scolaire.
- Réduire les écarts entre les filles et les garçons.
- S'assurer de l'efficacité de la prestation des soins de santé.
- Améliorer les services de santé destinés aux mères et aux enfants.
- Fournir les médicaments essentiels.

La croissance économique durable

- Accroître l'accès aux compétences en emploi, surtout pour les jeunes.
- Simplifier les cadres juridique, financier et réglementaire relatifs au développement des entreprises.
- Améliorer la gestion des finances publiques.



FAITS ET CHIFFRES

- Population (2010) : **164,4 millions¹**
- Rang IDH (2010) : **129^e sur 169 pays²**
- Pourcentage de la population gagnant moins de 1,25 \$US par jour (2005) : **49,6 %³**
- Revenu national brut par habitant (2008) : **520 \$US⁴**
- Total de l'aide au développement de l'ACDI : **106,67 M\$CAN⁵**

1. Fonds des Nations Unies pour la population

2. Indice du développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement

3. et 4. Indicateurs de pays de la Banque mondiale. Indicateurs de développement dans le monde (en ligne), 2009

5. Agence canadienne de développement international — Financement 2009–2010

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- La piètre qualité des services de santé et d'éducation
- La faiblesse des institutions du secteur public
- Les problèmes environnementaux liés aux changements climatiques et à l'accroissement de la densité de la population

PROJETS STRATÉGIQUES

Le Programme de développement de l'enseignement primaire au Bangladesh, phase II

- améliore la qualité de l'enseignement destiné aux filles et aux garçons de six à dix ans et permet d'accroître l'accès des enfants les plus pauvres à l'éducation.

Le Programme de soutien institutionnel au Centre international de recherche sur les maladies diarrhéiques au Bangladesh

- appuie un institut de recherche, de formation et de services qui dispense des soins de qualité aux pauvres, surtout aux femmes et aux enfants.

La recherche en matière de commerce et l'élaboration de politiques

- aide les membres de la fonction publique et du milieu des affaires du Bangladesh à perfectionner leurs compétences et leurs connaissances en matière de commerce international, créant ainsi un environnement plus propice au commerce.

Le travail de l'ACDI au Bangladesh fait partie de la contribution du Canada à l'effort mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010 FAITS SAILLANTS

Les enfants et les jeunes

- Quelque 17 000 enseignants nouvellement recrutés ont obtenu leur diplôme en éducation, et plus de 2,6 millions d'enfants (dont 60 % de filles) ont réussi le programme préscolaire.
- On a acheté pour 1,5 million de dollars de vaccins, de médicaments d'urgence et de services de soins de santé primaires.
- Quelque 69 000 enfants âgés de moins d'un an ont reçu un vaccin contre la poliomyélite, prévenant ainsi environ 3 450 décès.



© ACDI/CIDA : Nancy Durrell McKenna

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Entre 2009 et 2014, le Canada cherchera surtout à assurer un avenir aux enfants et aux jeunes, et à stimuler un développement économique durable. Voici certains des principaux résultats escomptés :

Les enfants et les jeunes

- Un million d'enfants pauvres qui ne sont pas inscrits à l'enseignement régulier recevront une éducation de base.
- À chaque année, 1 800 infirmières seront formées pour fournir des soins de santé aux mères et aux enfants.

La croissance économique durable

- La création de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois grâce à l'accès accru aux compétences, à la formation, aux nouvelles technologies et à l'information.



La croissance économique durable

- La mise sur pied de 4 542 comités de réduction de la pauvreté dans les villages a permis de réparer 2 558 maisons; d'installer 36 puits tubés pour l'eau potable et 533 latrines sanitaires; d'inscrire 101 enfants à l'école; d'enregistrer la naissance de 3 014 enfants et de fournir des services médicaux à 1 182 personnes.
- Le don de biens comme des vaches, des chèvres et des poulets, a permis à 4 048 ménages pauvres d'augmenter leur revenu.



© ACDI/CIDA : Wendell Phillips

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Canadiens : la Fondation Aga Khan Canada, le Comité central mennonite du Canada, le Fonds du Primat pour le secours et le développement mondial, Plan Canada

Multilatéraux : la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Programme alimentaire mondial

Le Bangladesh

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.acdi.gc.ca

LA BOLIVIE : RAPPORT DE L'ACDI

PRIORITÉS

Les programmes mis en œuvre par l'ACDI en Bolivie cadrent avec les priorités du pays, soit de réduire la pauvreté et d'améliorer la qualité de vie des populations vulnérables et marginalisées. Le soutien de l'ACDI en Bolivie se focalise sur les thèmes suivants :

Les enfants et les jeunes

- Améliorer la santé des mères et réduire la mortalité des enfants;
- améliorer l'accès aux soins de santé essentiels;
- lutter contre la malnutrition;
- favoriser un accès durable à l'eau potable et aux services sanitaires.

La croissance économique durable

- Soutenir des programmes de formation axés sur le marché.
- Promouvoir des initiatives efficaces visant la responsabilité sociale des entreprises dans le secteur de l'extraction, pour le bien-être à long terme des collectivités.
- Responsabiliser les femmes en tant qu'actrices économiques en leur accordant un accès accru aux marchés, à la propriété, au crédit et à la technologie.
- Renforcer le développement durable du secteur des hydrocarbures au profit des collectivités locales.



FAITS ET CHIFFRES

- Population (2010) : **10 millions¹**
- Rang IDH (2010) : **95^e sur 169 pays²**
- Pourcentage de la population gagnant moins de 1,25 \$US par jour (2007) : **11,9 %³**
- Revenu national brut par habitant (2007) : **1 460 \$US⁴**
- Total de l'aide au développement de l'ACDI : **28,76 M\$CAN⁵**

1. Fonds des Nations Unies pour la population

2. Indice du développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement

3. et 4. Indicateurs de pays de la Banque mondiale. Indicateurs de développement dans le monde (en ligne), 2009

5. Agence canadienne de développement international — Financement 2009–2010

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- L'inégalité et l'exclusion, surtout au sein de la population autochtone
- La jeunesse des institutions démocratiques et les tensions politiques internes
- Le manque de diversité de l'économie bolivienne
- La répartition inégale des richesses entre les régions

PROJETS STRATÉGIQUES

Le Programme d'appui au secteur de la santé (PASS en espagnol)

- permet d'améliorer la qualité de vie en favorisant un système public de santé plus efficace et équitable, et en réduisant l'incidence des maladies transmissibles.
- a été mis en œuvre en partenariat avec le ministère de la Santé et des Sports de la Bolivie et l'UNICEF.

Le Mécanisme de gouvernance stratégique

- appuie les quatre autorités nationales démocratiques de surveillance — la Cour électorale nationale, le Bureau national du protecteur du citoyen, l'Institut national de la statistique et le Bureau du vérificateur général — pour renforcer leur contribution à la responsabilité et à la transparence du gouvernement.

Le Projet d'aide à la réglementation dans le secteur des hydrocarbures

- renforce la capacité des institutions responsables de la surveillance et de la réglementation du secteur des hydrocarbures de la Bolivie, ce qui garantit le développement durable des ressources tout en maximisant les retombées dont profite le pays.

Le travail de l'ACDI en Bolivie fait partie de la contribution du Canada à l'effort mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010 FAITS SAILLANTS

Les enfants et les jeunes

- Les employés des services de santé à Beni, à Pando et à Oruro ont pu mettre en œuvre les normes nationales pour la planification, la gestion et la prestation des services de santé.
- Le nombre de naissances dans les établissements de santé a augmenté considérablement (jusqu'à 74 % à Beni, et 86 % à Pando et à Oruro).
- Les brigades de santé mobiles ont pu accroître leurs services dans les collectivités ciblées; ces services sont passés de 65 % en 2008 à 90 %.
- Le nombre d'enfants qui reçoivent une série complète de vaccins a augmenté (jusqu'à 80 % à Oruro, 87 % à Beni et 77 % à Pando).
- Au total, 24 % des nourrissons ont reçu un supplément nutritif (en hausse par rapport à 18 % en 2008).
- 71 % des femmes enceintes ont eu accès à au moins quatre consultations prénatales (en hausse par rapport à 63 % en 2008).



© ACIDI/CIDA : Antonio Suárez Weise

La croissance économique durable

- Soutenir la nouvelle industrie coopérative visant la production, la transformation et la commercialisation de fines herbes et d'épices, notamment de l'origan et des huiles essentielles.



© ACIDI/CIDA : Antonio Suárez Weise

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Entre 2010 et 2015, l'ACDI concentrera son soutien au développement en Bolivie sur la santé et la croissance économique. Voici les principaux résultats escomptés :

Les enfants et les jeunes

- Réduire la malnutrition en faisant passer de 33 % à 80 % l'apport en vitamine A chez les enfants de moins de cinq ans.
- Réduire la mortalité néonatale, juvénile et maternelle en multipliant le nombre d'accouchements pratiqués dans les centres de soins de santé.

La croissance économique durable

- Jusqu'à 35 000 femmes auront un accès accru aux marchés, à la propriété, au crédit et à la technologie.
- Les jeunes Boliviens recevront une formation qui leur permettra d'acquérir des compétences répondant aux besoins du marché local.
- Des projets communautaires de développement durable seront mis en œuvre, en collaboration



© ACIDI/CIDA : Antonio Suárez Weise

- avec des entreprises de l'industrie extractive, des administrations régionales et locales ainsi que des organisations non gouvernementales.
- 10 % de familles supplémentaires vivant dans cinq départements auront accès à de l'eau potable salubre.

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Canadiens : l'Initiative pour les micronutriments, IBM Canada, SOCODEVI, la Fédération canadienne des municipalités, CUSO-VSO, Oxfam-Québec, le Carrefour canadien international.

Multilatéraux : l'UNICEF, la Banque interaméricaine de développement, le Programme alimentaire mondial, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, la Banque mondiale.

La Bolivie

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.acdi.gc.ca

PROGRAMME POUR LES CARAÏBES : RAPPORT DE L'ACDI

LES PAYS

- Antigua-et-Barbuda
- Les Bahamas
- La Barbade
- Le Belize
- La Dominique
- La Grenade
- Le Guyana
- La Jamaïque
- Montserrat
- Sainte-Lucie
- Saint-Christophe-et-Niévès
- Saint-Vincent-et-les-Grenadines
- Le Suriname
- Trinité-et-Tobago

PRIORITÉS

Les programmes mis en œuvre par l'ACDI dans les Caraïbes s'harmonisent avec les priorités en matière de croissance économique de la région; ils favorisent l'établissement d'une communauté régionale prospère et intégrée, en mesure de fournir des perspectives à ses citoyens et d'assurer leur sécurité. Par conséquent, le soutien de l'ACDI se focalise sur les points suivants :

La croissance économique durable

- Aider les institutions publiques à mieux fonctionner et à renforcer leur responsabilité.
- Promouvoir une plus grande concurrence dans le secteur privé.
- Renforcer la gestion des finances publiques, y compris la gestion de la dette.
- Augmenter l'accès des jeunes aux compétences professionnelles.



FAITS ET CHIFFRES

- Population (estimation de 2009) : **6,8 millions¹**
- Le classement des pays de la région selon l'IDH varie d'intermédiaire à très élevé **Le Guyana figure au 104^e rang, tandis que la Barbade se classe au 42^e rang sur 169 pays²**

- Les pays des Caraïbes possèdent des traditions démocratiques bien ancrées et, comme la plupart d'entre eux sont d'anciennes colonies britanniques, leurs structures gouvernementales et juridiques sont similaires.

- Total de l'aide au développement de l'ACDI : **38,41 M\$CAN³**

1. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
2. Indice du développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement
3. Agence canadienne de développement international — Financement 2009–2010

- Renforcer la productivité des petites et moyennes entreprises et augmenter leur présence sur les marchés régionaux et mondiaux.
- Renforcer la capacité de la région de réagir aux catastrophes naturelles et d'en atténuer les répercussions.
- Augmenter la capacité des institutions de traiter des questions ayant trait à la justice et à la sécurité.

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- La région compte des pays fortement endettés.
- La région est située dans un corridor d'ouragans et dans une zone d'activité sismique.
- La croissance économique est freinée par le crime, l'instabilité et la violence souvent associés au commerce des stupéfiants.

PROJETS STRATÉGIQUES

Le Service de gestion de la dette de la Banque centrale des Caraïbes orientales (BCCO)

- appuie la création d'un service de consultation au sein de la BCCO, et favorise la mise en place de systèmes et de procédures viables visant à assurer une meilleure gestion de la dette.

Le Programme de gestion des risques liés aux catastrophes pour les Caraïbes

- aide les organismes régionaux, les gouvernements nationaux et les collectivités locales à mieux intervenir en cas de catastrophes naturelles, et à mieux les gérer.

Le Partenariat pour le développement du secteur privé de la CARICOM

- soutient le développement des infrastructures et donne aux microentreprises ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises un accès au financement, en partenariat avec la Société financière internationale.

Le programme Action juridique pour la transformation sociale (JUST)

- contribue à renforcer le système judiciaire de la Jamaïque.

Le travail de l'ACDI dans les Caraïbes fait partie de la contribution du Canada à l'effort mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010 FAITS SAILLANTS

La croissance économique durable

- La productivité agricole de la Jamaïque a été améliorée, 17 serres commerciales ont été achevées, trois plages propices à la pêche ont été remises en état et les participants ont reçu de la formation.
- Des femmes ont obtenu un meilleur accès au crédit grâce au microfinancement. Elles comptent désormais respectivement pour 66 % et 73 % du nombre total des emprunteurs dans les initiatives mises en œuvre au Guyana et en Jamaïque.
- Les revenus agricoles ont dépassé l'objectif de croissance de 20 % pendant la première année d'un projet visant à soutenir des programmes qui favorisent les moyens de subsistance des petits exploitants au Guyana. Ce projet a permis à 1 261 ménages agricoles de recevoir de la formation, des outils agricoles et des intrants; ils pourront ainsi accroître et diversifier leur production agricole.
- Les centres d'opération d'urgence nationaux de cinq États ont été modernisés, et 158 personnes ont été formées grâce à des projets de planification

des mesures d'urgence qui ont accru les mesures d'atténuation des risques et la réduction des risques à la Barbade, au Suriname, à Saint-Vincent-et-les-Grenadines et à la Dominique.



© ACDI/CIDA : Roger LeMoine

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

De 2010 à 2015, par son soutien au développement des Caraïbes, l'ACDI visera principalement à stimuler une croissance économique durable pour accroître l'accès de la population aux possibilités de développement.

La croissance économique durable

- Améliorer l'environnement pour le commerce, l'intégration et le développement des entreprises.
- Former le personnel au sein des ministères des Finances et des banques centrales.
- Élaborer des politiques et des procédures nationales relatives à la gestion de la dette dans huit pays.
- Renforcer les capacités techniques et les capacités en matière de planification, de finances et de gestion des petites et moyennes entreprises.
- Faire des investissements conjoints public-privé dans le cadre de quatre projets d'infrastructure matérielle, et prolonger les prêts accordés relativement à la création d'emplois.
- Améliorer le système judiciaire.



© ACDI/CIDA : David Eijssenck

- Créer un contexte plus propice au développement des entreprises.
- Améliorer les mesures d'atténuation des conséquences des catastrophes naturelles.

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Canadiens : l'Association des universités et collèges du Canada, CUSO-VSO, l'Institut urbain du Canada et l'Institut canadien des urbanistes.

Multilatéraux : la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la CARICOM, la Banque de développement des Caraïbes, la Banque centrale des Caraïbes orientales, l'Organisation des États des Caraïbes orientales, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'UNICEF.

Les Caraïbes

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.acdi.gc.ca

LA COLOMBIE : RAPPORT DE L'ACDI

PRIORITÉS

Les programmes mis en œuvre par l'ACDI en Colombie s'harmonisent avec les priorités du pays, qui sont de réduire la pauvreté et d'améliorer la qualité de vie des populations vulnérables et marginalisées. Le soutien de l'ACDI en Colombie porte sur les thèmes suivants :

Les enfants et les jeunes

- Accroître l'accès de la petite enfance à l'éducation.
- Soutenir et protéger les droits des groupes les plus vulnérables en Colombie.
- Aider à empêcher que des enfants et des jeunes soient exposés ou participent aux actes de violence, aux activités illicites et aux groupes illégaux.

La sécurité alimentaire

- Appuyer la diversification des cultures comme substitut à la production de coca dans les régions rurales.
- Fournir du soutien pour augmenter la production agricole, le rendement et l'accès aux marchés.

La croissance économique durable

- Offrir des programmes d'acquisition de compétences professionnelles axées sur le marché.
- Favoriser la responsabilité sociale des entreprises du secteur privé.



FAITS ET CHIFFRES

- Population (2010) : **46,3 millions¹**
- Rang IDH (2010) : **79^e sur 169 pays²**
- Pourcentage de la population gagnant moins de 1,25 \$US par jour (2006) : **16 %³**
- Revenu national brut par habitant (2007) : **4 620 \$US⁴**
- Total de l'aide au développement de l'ACDI : **20,57 M\$CAN⁵**

1. Fonds des Nations Unies pour la population

2. Indice du développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement

3. et 4. Indicateurs de pays de la Banque mondiale. Indicateurs de développement dans le monde (en ligne), 2009

5. Agence canadienne de développement international — Financement 2009–2010

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- L'omniprésence du conflit interne qui dure depuis des décennies
- L'accès à l'éducation des enfants et des jeunes, et leur protection contre les violations des droits de la personne
- Les inégalités dans les revenus, malgré la croissance économique
- Le deuxième pays au monde pour le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays

PROJETS STRATÉGIQUES

Établir le droit des enfants et des adolescents en Colombie

- appuie l'UNICEF pour aider le gouvernement et la société civile à élaborer des politiques publiques qui favorisent les droits des enfants et des jeunes, leur inclusion sociale et leur accès à l'éducation.

Le droit des enfants et des jeunes de Nariño à l'éducation et à la participation

- soutient l'Aide à l'enfance Canada et le Conseil norvégien pour les réfugiés dans la mise en œuvre de programmes qui donnent accès à une éducation de grande qualité aux enfants, aux jeunes et aux adultes vulnérables.

Le Fonds local pour la gouvernance et les droits et la protection des enfants

- favorise des initiatives locales prônant les droits des enfants et des jeunes qui les aident à se protéger des conséquences de la violence et du conflit, dans le cadre du rétablissement de la paix et de la sécurité humaine en Colombie.

Le travail de l'ACDI en Colombie fait partie de la contribution du Canada à l'effort mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010 FAITS SAILLANTS

Les enfants et les jeunes

- Notre aide a contribué à empêcher 45 000 enfants de participer à des activités illicites.
- Nous avons favorisé la mise en œuvre de mesures favorables à une intégration scolaire de qualité dans 40 écoles.
- Quelque 357 enseignants de sept écoles ont été formés à l'utilisation de diverses méthodes de communication destinées à consolider la paix.
- Grâce à notre aide, 4 000 personnes ont compris leur responsabilité, en vertu de la résolution 1612 de l'ONU sur la protection des enfants dans les zones de conflit armé.
- À Nariño, nous avons soutenu 11 écoles et trois centres d'apprentissage des adultes à réaliser leurs plans destinés à améliorer l'éducation, ou à les faire progresser.
- Au total, 2 500 enfants et jeunes (dont 1 533 filles) ont été inscrits à des programmes parallèles de retour à l'école.



La sécurité alimentaire

- Notre aide à Ecofondo, un réseau regroupant 200 ONG colombiennes leur a permis d'élaborer des projets et des programmes agricoles durables sur le plan de l'environnement comme substituts à la culture du coca.

- Nous avons contribué à rendre productives plus de 1 307 acres de terres agroécologiques, aidant ainsi directement 1 008 familles et indirectement, 30 000 membres de la collectivité.



© ACIDI/CIDA : Jean-François Leblanc

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

De 2010 à 2015, l'ACDI axera son aide au développement en Colombie sur les enfants et les jeunes, la croissance économique et la sécurité alimentaire. Voici certains des résultats escomptés :

Les enfants et les jeunes

- 66 000 enfants et jeunes des régions rurales auront accès à l'éducation et à l'acquisition de compétences en résolution de conflits.
- 165 000 enfants et jeunes touchés par les déplacements internes, les violations des droits de la personne et les blessures causées par les mines terrestres, bénéficieront des politiques et des programmes mis en œuvre à leur intention.
- 400 000 enfants auront accès à l'éducation préscolaire.
- Des jeunes recevront une formation en compétences professionnelles axées sur le marché du travail local.

La croissance économique durable

- Mise en œuvre de projets communautaires de développement durable, en collaboration avec les sociétés de l'industrie extractive, les administrations régionales et locales ainsi que les organisations non gouvernementales.



© ACIDI/CIDA : Bien Toimie

La sécurité alimentaire

- Quelque 20 000 femmes, hommes et jeunes des régions rurales augmenteront leur productivité agricole et la diversification de leurs cultures comme solution de rechange à la production de coca.
- Dans les collectivités ciblées, les moyens d'action des femmes, des hommes et des jeunes seront renforcés de sorte qu'ils pourront prendre part à des activités agricoles durables, ainsi qu'à des activités de transformation et de commercialisation à petite échelle.

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Canadiens : l'Aide à l'enfance Canada, Plan International Canada, Développement et Paix, le Service d'assistance canadien aux organismes, le Congrès du travail du Canada et le YMCA.

Multilatéraux : l'UNICEF, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, le Fonds des Nations Unies pour la population.

La Colombie

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.acdi.gc.ca

L'ÉTHIOPIE : RAPPORT DE L'ACDI

PRIORITÉS

Les programmes mis en œuvre par l'ACDI en Éthiopie cadrent avec la Stratégie de réduction de la pauvreté de ce pays. L'Éthiopie a alloué 63 % de son budget annuel à sa Stratégie de réduction de la pauvreté. Cette stratégie vise à rendre le secteur public plus efficace, à améliorer les infrastructures de base, y compris les routes rurales, et à élargir la prestation des services essentiels, particulièrement en matière de soins de santé et d'éducation. Par conséquent, le soutien de l'ACDI en Éthiopie se focalise sur les thèmes suivants :

La sécurité alimentaire

- Fournir l'aide humanitaire alimentaire.
- Améliorer les méthodes d'irrigation à petite échelle, de plantation d'arbres et de conservation du sol.
- Développer les marchés ruraux.
- Améliorer l'accès des fermiers au crédit et aux services financiers.

Les enfants et les jeunes

- Distribuer des vaccins, des moustiquaires de lit antipaludiques et d'autres produits de santé de base.
- Améliorer les services de base en matière de soins de santé maternelle et infantile.



FAITS ET CHIFFRES

- Population (2010) : **85 millions¹**
- Rang IDH (2010) : **157^e sur 169 pays²**
- Pourcentage de la population gagnant moins de 1,25 \$US par jour (2005) : **39 %³**
- Revenu national brut par habitant (2008) : **280 \$US⁴**
- Total de l'aide au développement de l'ACDI : **168,04 M\$CAN⁵**

1. Fonds des Nations Unies pour la population

2. Indice du développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement

3. et 4. Indicateurs de pays de la Banque mondiale. Indicateurs de développement dans le monde (en ligne), 2009

5. Agence canadienne de développement international — Financement 2009–2010

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- La vulnérabilité élevée aux chocs climatiques, tels que les sécheresses
- La faiblesse et le manque de diversification du secteur privé
- La faible capacité du secteur public, et les restrictions imposées aux organisations de la société civile qui œuvrent dans le domaine du développement

PROJETS STRATÉGIQUES

Le Programme de sécurité alimentaire et de croissance économique dans la région de Benishangul-Gumuz

- fournit des moyens de subsistance aux familles sous-alimentées de sept districts ruraux en créant des partenariats et des réseaux parmi les intervenants de la région.

Le Programme d'appui aux stratégies en Éthiopie – Phase II

- appuie l'élaboration de politiques visant à accélérer la productivité agricole, à améliorer la sécurité alimentaire et à accroître le développement rural.

Le Programme de protection des moyens de production

- appuie la distribution de nourriture ou d'argent aux personnes sous-alimentées qui, en échange, participent à des projets de travaux publics tels que la construction de routes rurales.
- fournit de la nourriture aux personnes qui ne peuvent pas participer au projet, comme les orphelins et les femmes enceintes.

Avec l'aide de l'ACDI et d'autres donateurs, l'Éthiopie est en voie d'atteindre six des huit Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015.

Le travail de l'ACDI en Éthiopie fait partie de la contribution du Canada à l'effort mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010 FAITS SAILLANTS

La sécurité alimentaire

- Le nombre de personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire a diminué de 2 %, et le taux de malnutrition chez les enfants est en baisse de 1,5 % par année.
- Un total de 6 213 agriculteurs ont reçu une formation portant sur la gestion intégrée des cultures, l'agriculture biologique et la commercialisation.
- L'adoption des mesures de conservation de l'environnement par 455 agriculteurs, a permis de protéger près de 75 % de leurs terres contre l'érosion.
- Quelque 43 200 personnes ont eu un meilleur accès à de l'eau potable salubre.



© ACIDI/CIDA : Patti Gower

Les enfants et les jeunes

- Le taux de vaccination contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos chez les enfants est passé à 82 %, comparativement à 73 % en 2008.
- Le taux de vaccination des enfants contre la rougeole est passé de 65 % en 2008, à 77 %.

- Le pourcentage des naissances assistées par des agents de vulgarisation en santé (qui utilisent des trousseaux fournis en partie par l'ACDI) est passé à 25 %, comparativement à 16 % en 2008.
- Le nombre des décès dus au paludisme en Éthiopie a diminué de plus de 55 % depuis le début de la présente décennie.



© ACIDI/CIDA : Patti Gower

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

De 2010 à 2015, l'ACDI se concentrera avant tout sur l'amélioration de la sécurité alimentaire; la croissance agricole; l'amélioration de la santé des enfants et des jeunes, et sur le renforcement des processus démocratiques. Les principaux résultats escomptés sont les suivants :

La sécurité alimentaire

- Au total, 6 000 agriculteurs participeront au développement de la recherche axée sur la demande.
- Des bassins versants dégradés seront remis en état.
- Des industries agricoles tournées vers le marché (p. ex. la transformation du bambou) seront introduites dans les régions touchées par l'insécurité alimentaire.



© ACIDI/CIDA : Patti Gower

Les enfants et les jeunes

- Des moustiquaires de lit seront distribuées dans toutes les régions touchées par le paludisme (deux par ménage).
- Des médicaments essentiels seront offerts dans tous les établissements de santé de première ligne.

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Canadiens : Oxfam, CUSO-VSO, HOPE International Development Agency, le Collège d'agriculture de la Nouvelle-Écosse, l'Aide à l'enfance Canada

Multilatéraux : le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

L'Éthiopie

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.acdi.gc.ca

LE GHANA : RAPPORT DE L'ACDI

PRIORITÉS

Les programmes mis en œuvre par l'ACDI au Ghana cadrent avec le Plan national de développement de ce pays, qui doit permettre au gouvernement d'accélérer la croissance économique et le développement des ressources humaines, d'assainir la gestion des affaires publiques et d'accroître la conscience citoyenne. Par conséquent, le soutien de l'ACDI au Ghana se concentre sur les thèmes suivants :

La sécurité alimentaire

- Investir dans les initiatives portant sur la sécurité alimentaire des collectivités du nord, là où l'insécurité alimentaire est la plus sévère.
- Soutenir la gestion durable des ressources en sol et en eau.
- Renforcer la mise en œuvre de la politique nationale de développement du secteur alimentaire et agricole du ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture.

Les enfants et les jeunes

- Soutenir la nouvelle politique nationale du Ghana sur l'eau en rendant l'eau potable salubre accessible aux collectivités, ce qui aura des répercussions importantes sur la santé et le bien-être des enfants et des jeunes.
- Fournir une aide technique et financière aux administrations locales pour qu'elles puissent offrir des services d'eau potable, d'assainissement, de santé et d'éducation au profit des enfants et des jeunes.



FAITS ET CHIFFRES

- Population (2010) : **24,3 millions¹**
- Rang IDH (2010) : **130^e sur 169 pays²**
- Pourcentage de la population gagnant moins de 1,25 \$US par jour (2006) : **30 %³**
- Revenu national brut par habitant (2008) : **630 \$US⁴**
- Total de l'aide au développement de l'ACDI : **123,85 M\$CAN⁵**

1. Fonds des Nations Unies pour la population

2. Indice de développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement

3. et 4. Indicateurs de pays de la Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde (en ligne), 2009

5. Agence canadienne de développement international — Financement 2009–2010

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- La fragilité des institutions publiques, qui ne peuvent fournir que des services de base de qualité médiocre
- L'insécurité alimentaire endémique, spécialement dans le nord du Ghana
- L'accès limité à de l'eau potable salubre et aux services sanitaires de base
- L'inégalité entre les femmes et les hommes

PROJETS STRATÉGIQUES

Les Initiatives menées par les collectivités en matière de sécurité alimentaire

- améliorent la sécurité alimentaire des ménages appartenant à 250 collectivités de la région asséchée du couloir Est, dans le nord du Ghana, en appuyant les projets portant sur la sécurité alimentaire à l'échelle des districts et des collectivités;
- renforcent les capacités des organisations à fournir des services agricoles grâce à des projets touchant 70 000 personnes.

Le Centre de développement des districts

- soutient, à l'échelle locale, l'amélioration des services de base comme les écoles, les hôpitaux et les marchés.

Le Projet d'approvisionnement en eau potable des petites localités du Nord

- permet d'accroître l'accès aux services d'eau et d'assainissement grâce à la construction de systèmes d'assainissement et d'approvisionnement en eau des petites localités du nord du Ghana.

Le travail de l'ACDI au Ghana fait partie de la contribution du Canada aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010 FAITS SAILLANTS

La sécurité alimentaire

- Le taux de croissance de l'agriculture est passé de 5,1 % en 2008 à 6,2 % en 2009.
- Au total, 55 travailleurs de l'élevage communautaire ont reçu une formation en matière de lutte contre la maladie; ceux-ci ont ensuite aidé les agriculteurs de 180 collectivités, avec pour résultat une amélioration de la santé et de la longévité du bétail.
- On a mis en œuvre 254 initiatives communautaires en sécurité alimentaire, et on a élaboré 250 plans d'action à l'échelle communautaire et 74 plans régionaux dans 12 districts du nord du Ghana.

Les enfants et les jeunes

- Au total, 90 % des femmes enceintes ont bénéficié d'au moins une visite prénatale.
- Le Programme national d'emploi pour les jeunes a permis de fournir des emplois à 110 700 jeunes en 2009.
- Environ 1 700 écoles et 657 000 enfants ont bénéficié du Programme national des cantines scolaires en 2009, comparativement à 975 écoles et 476 000 enfants inscrits l'année précédente.
- Le taux de scolarisation primaire est passé à 88,5 %.
- Le gouvernement a reçu de l'aide pour terminer 605 nouveaux points d'eau dans les collectivités rurales en 2009.



© ACDI/CIDA : Roger LeMoynes

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

De 2010 à 2015, le programme de l'ACDI au Ghana portera avant tout sur la sécurité alimentaire, ainsi que sur les enfants et les jeunes. Voici les principaux résultats prévus :

La sécurité alimentaire

- Former près de 150 représentants du gouvernement membres du Conseil de coordination des régions du nord, qui apprendront à planifier, à coordonner et à surveiller les initiatives en matière de sécurité alimentaire.
- Consolider plus de 5 200 organisations agricoles pour assurer leur bonne marche et soutenir la productivité agricole.
- Donner aux agriculteurs et agricultrices un accès accru à une technologie améliorée, à des conseils sur l'agriculture et à des fournitures agricoles.

Les enfants et les jeunes

- Aménager de façon durable des systèmes d'approvisionnement en eau dans environ 30 petites villes de 13 districts du nord.
- Donner accès à une eau potable salubre à plus de 66 % des collectivités rurales et des petites villes d'ici 2011.
- Donner accès à une eau potable salubre à plus de 500 000 ménages des régions urbaines d'ici 2011.

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Le gouvernement du Ghana

Canadiens : Le Centre parlementaire, CUSO-VSO, l'Association internationale pour le droit au jeu de l'enfant, CARE Canada, Agriteam Canada, Cowater International, le Nova Scotia Agricultural College.

Multilatéraux : la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF, le Fonds international de développement agricole, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme des Nations Unies pour le développement.

Le Ghana

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.acdi.gc.ca

HAÏTI : RAPPORT DE L'ACDI

PRIORITÉS

Les programmes élaborés par l'ACDI s'harmonisent avec le Plan d'action national pour le relèvement et le développement d'Haïti, qui décrit les priorités les plus pressantes du pays après le séisme de janvier 2010. En 2009–2010, le soutien de l'ACDI en Haïti s'est concentré sur les questions suivantes :

Les enfants et les jeunes

- S'assurer que les soins de santé sont fournis de manière efficace.
- Accroître la disponibilité des services gratuits en matière de soins obstétricaux et pédiatriques.
- Accroître l'accès local à des services de nutrition, d'eau potable et d'assainissement des eaux.
- Augmenter l'accès à l'éducation primaire grâce à la construction et à la réfection d'écoles, ainsi que grâce à des programmes d'alimentation scolaire.
- Faciliter les réformes du ministère de l'Éducation au moyen de formation et de soutien.

La sécurité alimentaire

- Intensifier la production et la diversification des cultures locales.
- Améliorer la gestion des bassins hydrographiques.
- Augmenter l'accès au crédit rural.

La croissance économique

- Fournir du microcrédit et des services financiers.
- Renforcer la concurrence et le rendement grâce à des compétences en emploi de qualité.
- Accroître la création d'emplois par l'entremise de projets nécessitant une main-d'œuvre nombreuse.



FAITS ET CHIFFRES

- Population (2010) : **10,2 millions¹**
- Rang IDH (2010) : **145^e sur 169 pays²**
- Pourcentage de la population gagnant moins de 1,25 \$US par jour (2005) : **Non disponible**
- Revenu national brut par habitant (2008) : **Non disponible**
- Total de l'aide au développement de l'ACDI : **256,17 M\$CAN³**

1. Fonds des Nations Unies pour la population

2. Indice du développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement

3. Agence canadienne de développement international — Financement 2009–2010

L'ACDI travaille aussi à renforcer les organismes centraux du gouvernement et à améliorer la gestion des finances publiques. D'autres activités de l'ACDI viennent appuyer une gestion publique responsable, grâce à la mise en place d'une réforme du secteur public et au déploiement d'efforts de lutte contre la corruption.

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- Le pays le plus pauvre des Amériques
- Le faible accès aux services de base
- La vulnérabilité aux fréquentes catastrophes naturelles
- L'insécurité et l'instabilité politique

PROJETS STRATÉGIQUES

La santé – Programme d'amélioration de la santé génésique

- appuie le Fonds des Nations Unies pour la population afin de réduire la mortalité maternelle grâce à une meilleure planification familiale, au nombre accru d'accouchements pratiqués dans des établissements de santé, à un plus grand accès aux médicaments essentiels et à la sensibilisation des jeunes aux problèmes de santé génésique (liée à la fonction de reproduction).

Le Programme de développement local

- appuie un regroupement de partenaires canadiens afin d'améliorer les conditions de vie grâce à la promotion des petites entreprises et de la production agricole ainsi qu'à la protection de l'environnement. Pour ce faire, on recourt à une approche qui encourage les collectivités à prendre en mains leur propre développement.
- Les entreprises haïtiennes ont accès à un portail Web qui encourage les organisations internationales à se procurer des biens et des services auprès de fournisseurs locaux, ce qui contribue à la création d'emplois et à l'augmentation des revenus des entreprises haïtiennes.
- Le soutien à la construction d'une autoroute de 92 km entre les villes de Jérémie et de Les Cayes contribuera au développement régional.

Le travail de l'ACDI en Haïti fait partie de la contribution du Canada à l'effort mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010 FAITS SAILLANTS

Favoriser la participation à la vie économique et démocratique

- contribue à la consolidation et à la modernisation du système national d'enregistrement civil et d'identification d'Haïti. Posséder une identité civile permet à des millions d'Haïtiens d'avoir accès aux services de base, de faire une demande de crédit, d'obtenir un titre de propriété, ou de trouver un emploi dans le secteur formel.

La gouvernance – Le renforcement de l'État

- Plus de 480 000 cartes d'identité ont été émises et distribuées à l'échelle du pays, permettant ainsi aux titulaires d'avoir accès aux services publics et de voter.
- L'ACDI a contribué pour 12 millions de dollars à la construction de bureaux temporaires servant à héberger les ministères clés du gouvernement haïtien.

Les enfants et les jeunes

- L'appui de l'ACDI a permis de donner accès à des services de santé de qualité à 1 140 000 Haïtiens, y compris des jeunes, et de soigner ainsi des infections transmises sexuellement dans 11 des 15 communes de la région de l'Artibonite.

La sécurité alimentaire

- Plus de 3 000 000 de boutures de patates douces, 970 000 boutures de manioc, 11 600 trousseaux d'outils, 176 tonnes de semences de céréales et de légumes, 102 tonnes de fumier et 38 tonnes de compost ont été distribuées aux fermiers haïtiens pour les aider à améliorer leur production alimentaire.

La croissance économique durable

- Plus de 350 000 Haïtiens sont devenus membres de 48 coopératives de crédit présentes dans



© ACIDI/CIDA : Jean-François Leblanc

28 points de service. Ce qui veut dire une hausse de 17 % des prêts, de 16 % de l'épargne et de 13 % du nombre de membres. Le réseau des coopératives de crédit procure des centaines d'emplois permanents dans les régions rurales, et permet à des centaines d'autres personnes de gérer une institution démocratique légalement reconnue.

L'aide humanitaire

- À la suite du séisme, l'ACDI a aidé à fournir une aide alimentaire d'urgence à 4,3 millions d'Haïtiens; des services d'eau potable et d'assainissement à 1,3 million d'Haïtiens; des logements temporaires et des logements d'urgence à 370 000 familles; et des articles de secours.

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

De 2010 et 2015, l'ACDI ciblera ses efforts principalement pour accroître la sécurité alimentaire, stimuler une croissance économique durable et assurer l'avenir des enfants et des jeunes. Certains des principaux résultats prévus sont :

Les enfants et les jeunes

- Améliorer l'accès à l'école à plus de 80 000 enfants, et permettre à plus de 900 000 Haïtiens d'obtenir des

services de santé de base et des soins de santé pour les mères, les nouveaux-nés et les enfants.

La croissance économique durable

- Accroître les activités économiques durables dans les collectivités ciblées, en mettant l'accent sur les femmes et permettre l'accès au microcrédit à 150 000 Haïtiens de plus.
- Augmenter l'aptitude à l'emploi de quelque 3 000 jeunes et leur accès au marché du travail.

La sécurité alimentaire

- Améliorer la sécurité alimentaire en fournissant un repas par jour à 400 000 écoliers.
- Intensifier la production agricole durable grâce à une meilleure gestion des bassins hydrographiques et à des projets d'adaptation aux changements climatiques.

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Le gouvernement d'Haïti

Canadiens : le Centre d'étude et de coopération internationale, Oxfam-Québec et Développement international Desjardins.

Multilatéraux : la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des États américains.

Haïti

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.acdi.gc.ca

LE HONDURAS : RAPPORT DE L'ACDI

PRIORITÉS

Les programmes que l'ACDI met en œuvre au Honduras cadrent avec les besoins particuliers du pays au plan de la sécurité alimentaire, ainsi qu'avec ceux liés aux enfants et aux femmes propres au pays. Le soutien de l'ACDI au Honduras cible les questions suivantes :

La sécurité alimentaire

- Soutenir l'intensification de la production agricole rurale en travaillant avec les petits producteurs afin qu'ils passent de la production de subsistance à une production commercialisable.
- Fournir une aide immédiate aux habitants des régions soumises à une insécurité alimentaire extrême.
- Aider les agriculteurs ayant une production de subsistance à augmenter leur productivité agricole, et leur permettre d'obtenir des récoltes toute l'année grâce à des pratiques de gestion des ressources naturelles durables.
- Encourager une meilleure alimentation en appuyant un programme d'alimentation scolaire.
- Consolider les coopératives et d'autres associations pour qu'elles améliorent leur rendement économique et organisationnel ainsi que celui relatif à la gouvernance.

Les enfants et les jeunes

- Appuyer le plan national de santé du gouvernement du Honduras pour réduire le taux de mortalité chez les mères et les enfants grâce à une meilleure prévention des maladies.
- Renforcer le système national d'information sur la santé afin d'améliorer la gouvernance du système de santé.
- Améliorer la gestion et la prestation d'une éducation de base de qualité.



FAITS ET CHIFFRES

- Population (2010) : 7,6 millions¹
- Rang IDH (2010) : 106^e sur 169 pays²
- Pourcentage de la population gagnant moins de 1,25 \$US par jour (2006) : 18,2 %³
- Revenu national brut par habitant (2008) : 1 740 \$US⁴
- Total de l'aide au développement de l'ACDI : 25,97 M\$CAN⁵

1. Fonds des Nations Unies pour la population

2. Indice du développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement

3. et 4. Indicateurs de pays de la Banque mondiale. Indicateurs de développement dans le monde (en ligne), 2009

5. Agence canadienne de développement international — Financement 2009–2010

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- L'instabilité politique et la division sociale
- La pression de l'essor démographique sur la santé et à l'éducation
- L'insécurité alimentaire due à la faible productivité agricole et à la vulnérabilité du pays aux catastrophes naturelles

PROJETS STRATÉGIQUES

Le projet Sécurité alimentaire dans les bassins hydrographiques des rivières Nacaome et Goasoran, dans le sud du Honduras

- soutient les initiatives d'Oxfam-Québec qui visent à améliorer la productivité agricole et à favoriser les pratiques de gestion des ressources naturelles durables chez les familles pauvres habitant dans les zones rurales.

Le projet Réduction de la malnutrition infantile et maternelle

- soutient le Programme alimentaire mondial sur le plan de la mise en œuvre des programmes visant à réduire la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans et à améliorer l'alimentation des femmes enceintes et de celles qui allaitent.

L'Éducation pour tous

- soutient la mise en œuvre du Programme national d'éducation du gouvernement du Honduras, qui porte sur l'efficacité du système d'éducation national, la qualité de l'enseignement, l'éducation préscolaire, les besoins spéciaux, l'éducation bilingue interculturelle et les réseaux d'éducation ruraux.

Le travail de l'ACDI au Honduras fait partie de la contribution du Canada à l'effort mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010 FAITS SAILLANTS

La sécurité alimentaire

- Dans le but d'augmenter la sécurité alimentaire et les revenus des petits producteurs, trois projets ont été mis en œuvre. Ils permettent d'améliorer le rendement et la diversité agricoles dans les zones rurales et de favoriser des pratiques de gestion durable des ressources et des terres.



© ACDI/CIDA : Brian Atkinson

Les enfants et les jeunes

- Quelque 12 850 adolescents ont eu accès à des services de prévention du VIH/sida et de surveillance des grossesses précoces;
- Quelque 28 000 personnes ont bénéficié de services de counseling et de promotion de la santé et ont été sensibilisées aux questions d'hygiène.
- Un total de 565 personnes ont bénéficié d'un accès à l'eau potable, et on a construit 241 latrines.
- Des repas quotidiens et des comprimés vermifuges ont été distribués à l'école à 110 017 enfants (dont 56 109 filles) âgés de 5 à 18 ans.



© ACDI/CIDA : Samuel Gervais

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

De 2010 à 2015, l'ACDI concentrera son aide au développement au Honduras sur l'agriculture ainsi que sur la santé et l'éducation. Voici certains des résultats escomptés :

La sécurité alimentaire

- Améliorer les techniques d'agriculture de subsistance pratiquée sur des milliers d'hectares.
- Élaborer des plans et des politiques de gestion des bassins hydrographiques en vue d'accroître la sécurité alimentaire.

Les enfants et les jeunes

- Réduire de 10 % la malnutrition chronique chez les enfants du sud du Honduras.
- Former des sages-femmes et des bénévoles du domaine de la santé afin de réduire les taux de mortalité chez les enfants et les mères.
- Mettre en place un système national intégré d'information sur la santé afin de surveiller les progrès en matière de santé chez les mères et les enfants.
- Former des professeurs (hommes et femmes) aux techniques modernes d'enseignement.
- Établir un programme d'enseignement national mieux adapté à la culture des étudiants du Honduras.



© ACDI/CIDA : Samuel Gervais

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Canadiens : Oxfam-Québec, la Croix-Rouge canadienne, CARE Canada, SOCODEVI, CUSO-VSO, Jeunesse Canada Monde, l'Association des coopératives du Canada et USC Canada.

Multilatéraux : le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement.

Le Honduras

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.acdi.gc.ca

L'INDONÉSIE : RAPPORT DE L'ACDI

PRIORITÉS

Les programmes mis en œuvre par l'ACDI en Indonésie cadrent avec les priorités du pays : la décentralisation, l'amélioration des ressources humaines, le développement de la science et de la technologie, une meilleure gestion des ressources naturelles et le renforcement de la compétitivité économique. De 2009 à 2014, le soutien de l'ACDI en Indonésie se focalise sur les questions suivantes :

La croissance économique durable

- Collaborer avec des partenaires nationaux et locaux pour renforcer les plans et les programmes économiques locaux et régionaux.
- Promouvoir une gestion améliorée des ressources renouvelables afin de soutenir le développement économique local et régional.

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- Les importantes disparités économiques régionales
- La dépendance de l'économie à l'égard des ressources naturelles
- La vulnérabilité aux crises économiques et aux catastrophes naturelles
- L'inégalité entre les femmes et les hommes
- Les préoccupations suscitées par l'environnement, la gestion des ressources naturelles et les changements climatiques
- La faible productivité et compétitivité économiques
- La faiblesse des institutions démocratiques



FAITS ET CHIFFRES

- Population (2010) : **232,5 millions¹**
- Rang IDH (2010) : **108^e sur 169 pays²**
- Pourcentage de la population gagnant moins de 1,25 \$US par jour (2007) : **29,4 %³**
- Revenu national brut par habitant (2008) : **1 880 \$US⁴**
- Total de l'aide au développement de l'ACDI : **36,93 M\$CAN⁵**

1. Fonds des Nations Unies pour la population

2. Indice du développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme de développement des Nations Unies

3. et 4. Indicateurs de pays de la Banque mondiale. Indicateurs de développement dans le monde (en ligne), 2009

5. Agence canadienne de développement international — Financement 2009–2010

PROJETS STRATÉGIQUES

Le Projet développement de l'entreprise privée Canada–Indonésie

- Aide les petites et moyennes entreprises à élaborer et à commercialiser de nouveaux produits, à obtenir des prêts et à mettre sur pied des associations commerciales visant à créer des emplois.

Le Programme de gouvernance environnementale et des moyens durables de subsistance

- aide les administrations régionales et les organisations de la société civile à collaborer afin de planifier l'utilisation des ressources naturelles et de promouvoir une croissance économique durable.

Le projet Rétablir les moyens de subsistance dans la zone côtière

- aide les collectivités côtières locales à Sulawesi à augmenter leurs revenus grâce à la gestion durable de la pêche et d'autres ressources naturelles renouvelables.

Le travail de l'ACDI en Indonésie fait partie de la contribution du Canada à l'effort mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010 FAITS SAILLANTS

La croissance économique durable

- Le soutien à la décentralisation aux administrations locales a permis d'harmoniser les règlements liés aux activités administratives et à l'exécution de programmes; de diffuser un modèle de politique comptable à 480 administrations locales; de mettre en œuvre un système permettant de surveiller et d'évaluer le rendement des administrations locales en matière d'exécution de programmes et de prestation de services.
- Grâce à l'appui aux réformes administratives et fiscales de l'Indonésie, le nombre de contribuables inscrits est passé de 4 à 16 millions; on a aidé à créer plus de 300 bureaux de services à la clientèle décentralisés à l'intention des contribuables.
- Le soutien au projet Gouvernance environnementale et moyens d'existence durables a permis à plus de 26 500 villageois de participer aux décisions qui ont une incidence sur leur revenu.
- En appuyant l'opposition à la transformation d'une vaste mangrove en étangs à crevettes, l'aide a permis de protéger les poissons et le milieu naturel marin, deux sources de revenu pour les collectivités locales.



© ACDI/CIDA : Nick Westover

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

De 2009 à 2014, le Canada mettra principalement l'accent sur la croissance économique durable par la mise en œuvre de meilleures pratiques de gestion des ressources et le renforcement du développement économique. Voici certains des résultats escomptés :

La croissance économique durable

- Les administrations locales seront davantage capables d'établir des plans et des programmes de développement économique.
- Une meilleure gestion des ressources naturelles favorisera sa durabilité et génèrera des revenus pour les pauvres.
- Quelque 500 000 personnes en bénéficieront directement; la population du Suluwesi, qui compte quelque 17 millions d'habitants, profitera également de l'amélioration des systèmes et de la gestion.



© ACDI/CIDA : Nick Westover

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Canadiens : Cowater International, Oxfam Canada, CARE Canada, SNC-Lavalin, Hydrosult, Whyte Reynolds International, CUSO.

Multilatéraux : la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

L'Indonésie

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.acdi.gc.ca

LE MALI : RAPPORT DE L'ACDI

PRIORITÉS

Les programmes mis en œuvre par l'ACDI au Mali cadrent avec la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté. Cette dernière a permis l'instauration de plans nationaux pour la santé, l'éducation, la réforme du secteur public, la réforme du secteur judiciaire, la gestion du secteur public et la réforme de la gestion des finances. Par conséquent, le soutien de l'ACDI au Mali se concentre sur les questions suivantes :

Les enfants et les jeunes

- Accroître la formation des enseignants et le taux brut d'inscription à l'école primaire.
- Accroître le ratio manuel scolaire/élève à l'école primaire.
- Améliorer l'accès des enfants et des femmes aux services de santé.

La sécurité alimentaire

- Mettre en place des systèmes d'irrigation plus efficaces et de nouvelles méthodes et techniques, pour aider les agriculteurs à augmenter leur production.
- Accroître l'accès des agriculteurs démunis au crédit, ce qui augmente leur capacité de production et d'exportation.



FAITS ET CHIFFRES

- Population (2010) : **13,3 millions¹**
- Classement IDH (2010) : **160^e sur 169 pays²**
- Pourcentage de la population gagnant moins de 1,25 \$US par jour (2006) : **51,4 %³**
- Revenu national brut par habitant (2008) : **580 \$US⁴**
- Total de l'aide au développement de l'ACDI : **117,62 M\$CAN⁵**

1. Fonds des Nations Unies pour la population

2. Indicateur du développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement

3. et 4. Indicateurs de pays de la Banque mondiale. Indicateurs de développement dans le monde (en ligne), 2009

5. Agence canadienne de développement international — Financement 2009-2010

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- Les pressions occasionnées par une jeune population en plein essor démographique
- Le taux élevé de mortalité et de malnutrition infantiles et maternelles
- La fragilité des institutions gouvernementales
- Le taux d'analphabétisme (75 %)

PROJETS STRATÉGIQUES

Le Plan décennal de développement social et en santé du Mali

- aide le gouvernement malien à renforcer les capacités dont disposent les installations de santé décentralisées dans le nord du pays.

Le Projet de mise en œuvre de la gestion décentralisée de l'enseignement de base

- se réalise, particulièrement dans la région de Kayes et dans les régions du nord.

Les Filières agricoles

- appuie l'amélioration du rendement de certaines chaînes d'approvisionnement agricoles en intervenant à certaines étapes critiques de la production, de la transformation et de la mise en marché dans les collectivités rurales;
- consolident l'égalité entre les hommes et les femmes;
- aident des milliers de producteurs de riz, de millet, de sorgho et de maïs à obtenir des prêts agricoles, afin de leur permettre d'avoir des prix équitables et de générer un revenu stable.

Grâce au soutien de l'ACDI et à celui d'autres donateurs, le Mali demeure sur la voie de réaliser, d'ici 2015, trois des Objectifs du Millénaire pour le développement : l'éducation primaire, la sécurité alimentaire et l'eau potable salubre pour tous.

Le travail de l'ACDI au Mali fait partie de la contribution du Canada à l'effort mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010 FAITS SAILLANTS

Les enfants et les jeunes (2008-2009)

- Le pourcentage des accouchements supervisés a augmenté de 6 %.
- Le pourcentage de personnes habitant à moins de cinq kilomètres d'un centre de soins de santé communautaire en fonctionnement a grimpé à 58 %.
- L'accès à l'enseignement de base, tant pour les garçons que pour les filles, a progressé de 4,7 %.



La sécurité alimentaire

- Grâce au financement de l'initiative Riz au Mali, les producteurs et productrices de riz ont connu un résultat record de 1 604 647 tonnes de riz paddy, et la production continue d'augmenter.
- Grâce au soutien technique en microcrédit offert par des volontaires canadiens, des associations sélectionnées de femmes de milieu rural ont vu leur fonds de crédit renouvelable accroître de 38 %; ainsi, 90 % des membres de ces associations ont pu diversifier leur production alimentaire et augmenter leur revenu.



© ACDI/CIDA : Samuel Gervais

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

De 2010 à 2015, l'ACDI se concentrera principalement sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement primaire et des services de santé, et sur l'augmentation de la production alimentaire. Voici les principaux résultats escomptés :

Les enfants et les jeunes

- Le taux des accouchements supervisés passera de 58 % à 65 % d'ici 2011.
- Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans diminuera pour atteindre 150 enfants sur mille d'ici 2011.
- 14 000 enseignants d'écoles communautaires seront formés d'ici 2015.
- Le taux de scolarisation primaire passera de 80 % en 2008 à 100 % en 2015.

La sécurité alimentaire

- De petits cultivateurs de riz recevront 4 000 hectares additionnels de terres.
- Quelque 300 petites organisations transmettront de nouvelles techniques à des familles vivant en milieu rural.
- Près de 100 000 familles vivant en milieu rural recevront du soutien du Canada.

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Le gouvernement du Mali

Canadiens : SOGEMA, le Bureau du vérificateur général, l'Université de Montréal, SOCODEVI, le Consortium EUMC-CECI, Plan International Canada, USC Canada.

Multilatéraux : le Programme alimentaire mondial, la Banque mondiale, le Consortium sur le paludisme, l'UNICEF, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, la Banque africaine de développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population.

Le Mali

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.acdi.gc.ca

LE MOZAMBIQUE : RAPPORT DE L'ACDI

PRIORITÉS

Les programmes mis en œuvre par l'ACDI au Mozambique cadrent avec la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté du pays. Celle-ci porte sur la réduction de la pauvreté ainsi que sur l'amélioration des conditions de vie et des systèmes de gestion des finances publiques. Par conséquent, le soutien de l'ACDI se concentre sur les questions suivantes :

Les enfants et les jeunes

- Améliorer l'accès à l'eau, aux services d'assainissement et aux services de santé publique de base.
- Accroître le nombre de travailleurs de la santé qui seront formés.
- Réduire les taux de VIH/sida.
- Augmenter le nombre des inscriptions et accroître la persévérance à l'école primaire, particulièrement chez les filles.
- Accroître l'accessibilité aux manuels scolaires et au matériel pédagogique de qualité.
- Augmenter le nombre de professeurs formés pour enseigner au niveau primaire.

La sécurité alimentaire

- Renforcer la capacité du gouvernement d'améliorer la production agricole et d'accroître la sécurité alimentaire grâce à la promotion de nouvelles technologies et la restauration des systèmes d'irrigation et la formation des travailleurs agricoles.

La croissance économique durable

- Moderniser la réglementation et les autres mécanismes de gouvernance afin de favoriser la croissance économique.
- Appuyer la formation technique et professionnelle.
- Accroître la promotion des produits agricoles.



FAITS ET CHIFFRES

- Population (2010) : **23,4 millions¹**
- Rang IDH (2010) : **165^e sur 169 pays²**
- Pourcentage de la population gagnant moins de 1,25 \$US par jour (2005) : **Non disponible³**
- Revenu national brut par habitant (2008) : **380 \$US⁴**
- Total de l'aide au développement de l'ACDI : **113,28 M\$CAN⁵**

1. Fonds des Nations Unies pour la population

2. Indice du développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement

3. et 4. Indicateurs de pays de la Banque mondiale. Indicateurs de développement dans le monde (en ligne), 2009

5. Agence canadienne de développement international — Financement 2009–2010

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- La faible capacité des institutions gouvernementales
- La vulnérabilité du pays aux sécheresses, aux inondations et aux cyclones
- Le taux élevé de VIH/sida
- Le manque de systèmes de gestion et de surveillance des finances

PROJETS STRATÉGIQUES

Le Programme communautaire de formation et de stages pratiques en santé

- soutient l'amélioration de la qualité des soins de santé grâce à la formation et au perfectionnement des compétences des travailleurs de la santé.

Le Projet sur les moyens de subsistance viables dans le secteur agricole

- appuie l'amélioration des moyens de subsistance des collectivités rurales grâce à de meilleures activités et des techniques agricoles perfectionnées, à la réduction des conséquences des catastrophes naturelles sur les récoltes, à une sensibilisation accrue au problème du VIH/sida et à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le projet Promotion d'un environnement alphabétisé — Phase II

- soutient l'amélioration de l'éducation primaire par l'enseignement du portugais et des langues locales aux professeurs, la distribution de documents d'alphabétisation dans la langue locale, et l'aide offerte pour moderniser et développer les écoles, les bibliothèques et les centres de ressources.

Le travail de l'ACDI en Mozambique fait partie de la contribution du Canada à l'effort mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010 FAITS SAILLANTS

Les enfants et les jeunes

- Le nombre de filles inscrites en 1^{re} année a grimpé à 75,3 %.
- Les élèves ont davantage eu accès à des manuels scolaires; le ratio de manuels scolaires par nombre d'élèves du primaire est maintenant de 1 pour 1. En outre, 85 % des élèves ont reçu à temps les manuels scolaires des matières de base.
- L'éducation bilingue a été élargie grâce à la distribution de 24 000 manuels pédagogiques bilingues partout au pays.
- Le taux d'immunisation complète des enfants de moins d'un an est monté à 77 %.



La sécurité alimentaire

- La croissance du secteur agricole a augmenté de 11,2 %.
- La production de céréales clés est passée de 8 % à 10 % par année au cours des huit dernières années.
- Quelque 193 500 familles ont reçu une formation sur la pêche et l'agriculture à petite échelle.

La croissance économique

- Plus de 2 000 femmes ont ouvert des comptes d'épargne et de crédit auprès d'une institution de microfinancement.
- La capacité de responsabilisation pour mettre en œuvre des programmes de façon efficace et utiliser de manière efficiente les ressources en gestion des finances publiques s'est améliorée.



© ACDI/CIDA : Jean-François Leblanc

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

De 2010 à 2015, l'ACDI s'efforcera d'abord à augmenter la sécurité alimentaire, stimuler la croissance économique durable et veillera à ce que les jeunes et les enfants puissent avoir un avenir. Les principaux résultats prévus sont les suivants :

Les enfants et les jeunes

- Quelque 12 à 15 millions de manuels d'enseignement et d'apprentissage seront distribués.
- De 8 000 à 10 000 nouveaux enseignants seront recrutés chaque année.
- Le taux de mortalité maternelle tombera à 310 pour 100 000 d'ici 2012, comparativement à 408 pour 100 000 en 2003.

- Le taux de mortalité infantile pour les enfants de moins de cinq ans baissera à 125 pour 1 000, comparativement à 178 pour 1 000 en 2003.

La sécurité alimentaire

- Quelque 400 000 agriculteurs recevront une formation et une assistance technique.
- La population ayant accès à de l'eau potable salubre grimpera à 53 %, comparativement à 41 % en région rurale et à 37 % en région urbaine.

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Le gouvernement du Mozambique

Canadiens : Oxfam Canada, l'Université de la Saskatchewan, l'Organisation canadienne pour l'éducation au service du développement, la Fondation Aga Khan Canada, l'Association des collèges communautaires du Canada, Jeunesse Canada Monde, Canadian Lutheran World Relief, CARE Canada.

Multilatéraux : la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'UNICEF, le Programme alimentaire mondial, la Banque africaine de développement, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Le Mozambique

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.acdi.gc.ca

LE PAKISTAN : RAPPORT DE L'ACDI

PRIORITÉS

Les programmes mis en œuvre par l'ACDI au Pakistan s'harmonisent avec le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté du pays (2008), lequel a reçu l'appui de la Banque mondiale. Pour donner suite à ce cadre stratégique, le soutien de l'ACDI focalise aujourd'hui sur les questions suivantes :

Les enfants et les jeunes

- Procurer un soutien à la formation et aux activités de perfectionnement professionnel des enseignants.
- Améliorer la capacité des établissements formant des enseignants de dispenser leurs programmes efficacement, et renforcer la capacité des gestionnaires de l'éducation dans les districts.
- Améliorer la qualité de l'éducation de base et consolider l'accès des démunis à l'éducation, en portant une attention égale aux besoins des filles et des garçons.

La croissance économique durable

- Accroître les débouchés et les possibilités de travail autonome pour les femmes en misant sur la formation professionnelle, l'amélioration des politiques et le développement de la chaîne de valeurs.
- Améliorer l'accès des entreprises dirigées par des femmes aux possibilités qu'offrent les marchés locaux, régionaux et mondiaux.



FAITS ET CHIFFRES

- Population (2010) : **184,8 millions¹**
- Rang IDH (2010) : **125^e sur 169 pays²**
- Pourcentage de la population gagnant moins de 1,25 \$US par jour (2005) : **22,6 %³**
- Revenu national brut par habitant (2008) : **950 \$US⁴**
- Total de l'aide au développement de l'ACDI : **83,80 M\$CAN⁵**

1 Fonds des Nations Unies pour la population

2. Indice du développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement

3. et 4. Indicateurs de pays de la Banque mondiale. Indicateurs de développement dans le monde (en ligne), 2009

5. Agence canadienne de développement international — Financement 2009–2010

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- L'absence de sécurité de l'environnement et son instabilité, conjuguées à la fréquence des catastrophes naturelles (inondations, séismes)
- Le grand nombre de personnes déplacées et de réfugiés
- Des conditions économiques déjà en déclin, qu'aggravent la crise économique mondiale et le coût élevé des campagnes militaires gouvernementales

- Le ralentissement de la croissance économique, freinée par des sources d'énergie inadéquates et les ruptures de courant qui en résultent
- L'accroissement de la pauvreté due aux difficultés économiques, dont l'inflation élevée et le manque de produits de base
- Le manque d'accès à des possibilités dont souffrent surtout les femmes et les pauvres des régions rurales, en raison du taux élevé d'analphabétisme
- La marginalisation des jeunes due au manque d'emplois rémunérateurs accessibles à cette tranche en expansion de la population
- La corruption

PROJETS STRATÉGIQUES

La Conversion de la dette du Pakistan en dépenses au titre de l'éducation

- permet de convertir la dette du Pakistan envers le Canada en améliorations du système d'éducation public;
- aide à remettre en état et à équiper les établissements voués à la formation des enseignants;
- soutient la formation du corps enseignant et des étudiants en enseignement.

Le Projet de base Canada-Pakistan en matière d'éducation

- aide les ministères provinciaux de l'Éducation à améliorer leurs fonctions de planification et de gestion dans des domaines comme la mise au point de procédures opérationnelles normalisées, de manuels scolaires et de systèmes informatiques améliorés qui permettent de suivre le perfectionnement professionnel.

L'Intégration des productrices agricoles à des marchés viables

- apprend aux femmes des régions rurales, confinées chez elles et isolées, comment introduire leurs produits sur le marché;
- apprend aux productrices comment créer des liens avec les marchés, améliorer les produits, effectuer le contrôle de la qualité et trouver de meilleurs approvisionnements;

- aide les femmes à accéder aux marchés en croissance avec des produits recherchés par les consommateurs contemporains.

Le Projet d'amélioration des infrastructures des collectivités

- cible les femmes en région rurale, dans certains districts de la province de Sindh, pour leur fournir de la formation professionnelle et leur procurer des possibilités d'emploi;
- renforce les investissements alloués à l'entretien des routes et à l'infrastructure à l'aide de partenariats avec les administrations des districts;
- crée des perspectives d'emploi pour les femmes pauvres en région rurale.

Le travail de l'ACDI au Pakistan fait partie de la contribution du Canada à l'effort mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010 FAITS SAILLANTS

Les enfants et les jeunes

- Plus de 120 000 enseignants et professionnels de l'éducation, dont près de la moitié sont des femmes, ont reçu une formation entre autres sur l'enseignement centré sur l'apprenant, la gestion de classe et les matières d'enseignement.
- Le personnel de la section du programme national d'enseignement a bénéficié de perfectionnement professionnel axé notamment sur l'élaboration de cadres de programmes et sur l'évaluation des manuels scolaires.
- Un système de planification participatif a été élaboré et piloté dans deux districts du Panjab, pour mettre en lien les décideurs du district et les représentants de la collectivité.

- Un nouveau modèle amélioré d'enseignement a été élaboré et mis à l'essai dans deux districts du Panjab.

La croissance économique durable

- Quelque 5 500 femmes ont pu acquérir des compétences en entrepreneuriat et en gestion d'entreprise, en soutien à leur propre indépendance financière, par l'entremise d'un projet sur les difficultés liées à l'emploi et les conditions de travail des femmes. Plus de la moitié de ces femmes utilisent ces nouvelles compétences pour gagner leur vie.
- Plus de 85 diverses initiatives ont reçu du soutien; c'est ainsi que 130 centres de formation industrielle pour les femmes ont bénéficié d'une assistance technique, par l'entremise du fonds du Programme de promotion de l'égalité entre les sexes nouvellement achevé.

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Entre 2009 et 2014, l'ACDI appuiera principalement des projets axés sur l'amélioration de l'éducation, et de la croissance économique. Les principaux résultats prévus sont les suivants :

Les enfants et les jeunes

- Plus de 360 000 enseignants et éducateurs utiliseront de nouvelles connaissances, compétences et aptitudes dans les écoles primaires et secondaires.
- La qualité de l'éducation de base sera améliorée, et l'accès à une éducation de qualité sera consolidé pour les filles et les garçons.

La croissance économique durable

- Environ 6 300 femmes et hommes partout au Pakistan recevront une formation professionnelle et bénéficieront de services de soutien à l'entreprise pour éventuellement obtenir un emploi officiel.
- Les institutions démocratiques existantes seront renforcées, ce qui accroîtra la responsabilisation du gouvernement envers ses citoyens.



© ACDI/CIDA : Lana Stezic

- Plus de 19 500 femmes bénéficieront des améliorations apportées, telles que la formation axée sur les compétences et l'accès au marché de l'emploi.

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Canadiens : la Fondation Aga Khan Canada, CARE et Cowater International.

Multilatéraux : le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, l'UNICEF, l'Organisation internationale du travail, la Banque asiatique de développement, le Fonds des Nations Unies pour la population, la Banque mondiale.

Pakistans : Semiotics

Le Pakistan

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.acdi.gc.ca

LE PÉROU : RAPPORT DE L'ACDI

PRIORITÉS

Les programmes mis en œuvre par l'ACDI au Pérou cadrent avec les priorités du pays, soit de réduire les inégalités en ce qui concerne l'accès à l'éducation et les perspectives économiques des populations exclues. Le soutien de l'ACDI au Pérou se concentre sur les questions suivantes :

Les enfants et les jeunes

- Accroître la qualité et l'efficacité de l'éducation de base, dont l'éducation interculturelle offerte aux filles et aux garçons péruviens en milieu rural ainsi qu'aux populations autochtones.

La croissance économique durable

- Accroître la participation des populations vulnérables au développement économique.
- Renforcer la capacité de l'administration régionale de planifier et d'offrir des services publics équitables et accessibles à tous les citoyens.
- Encourager le développement durable du secteur des ressources naturelles et de l'extraction minière.
- Accroître la capacité du gouvernement d'apaiser les conflits sociaux.

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- L'inégalité de revenu et d'accès aux possibilités
- Les déséquilibres régionaux : les populations les plus vulnérables habitent dans les zones rurales et les hautes terres
- Le manque de continuité des réformes et du renforcement des institutions démocratiques
- La nécessité d'améliorer la qualité de l'éducation, puisque les indicateurs continuent d'être les plus bas de toute la région



FAITS ET CHIFFRES

- Population (2010) : **29,5 millions¹**
- Rang IDH (2010) : **63^e sur 169 pays²**
- Pourcentage de la population gagnant moins de 1,25 \$US par jour (2007) : **7,7 %³**
- Revenu national brut par habitant (2008) : **3 990 \$US⁴**
- Total de l'aide au développement de l'ACDI : **24,01 M\$CAN⁵**

1. Fonds des Nations Unies pour la population

2. Indice du développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement

3. et 4. Banque mondiale, indicateurs sur les pays. Indicateurs du développement dans le monde (en ligne), 2009

5. Agence canadienne de développement international — Financement 2009-2010

PROJETS STRATÉGIQUES

Le Projet d'amélioration de l'éducation de base (PROMEB)

- vient en aide aux élèves des zones rurales du nord du Pérou pour qu'ils terminent leurs études primaires dans les délais prévus et acquièrent les compétences de base requises;
- met l'accent sur le développement de la petite enfance, le perfectionnement de la formation des enseignants et le renforcement des capacités de gestion institutionnelle dans le secteur de l'éducation.

Le Projet de réforme du secteur minier Pérou-Canada (Percan)

- fournit au ministère de l'Énergie et des Mines du Pérou une aide technique appuyant la réforme des politiques et des règlements liés au secteur des minéraux et des métaux;
- augmente la contribution du secteur minier au développement durable des régions minières du Pérou, ce qui habilitera le gouvernement à voir au bien-être durable pour tous.

Le Projet d'appui au Bureau de l'ombudsman

- renforce le rôle du Bureau de l'ombudsman dans la promotion de la bonne gouvernance, des droits de la personne et de la responsabilisation;
- améliore la capacité de l'État de s'acquitter de ses obligations à l'égard des droits économiques, sociaux et culturels des populations vulnérables.

Le travail de l'ACDI au Pérou fait partie de la contribution du Canada à l'effort mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010 FAITS SAILLANTS

Les enfants et les jeunes (2008-2010)

- À La Libertad, la compréhension en lecture des élèves de la 2^e année a grimpé de 3,9 % en 2008 à 16 % en 2009, et les acquis en mathématiques, de 5,3 % à 15,4 %.
- On a formé des enseignants à la méthode d'apprentissage par le jeu, utilisée principalement dans les programmes pour les enfants des collectivités défavorisées et pauvres. Cette démarche a également permis d'accroître, dans les régions éloignées, les connaissances des parents à l'égard du développement de la petite enfance. Les professeurs qui ont bénéficié de cette formation enseignent maintenant cette méthode à plus d'une centaine d'autres enseignants.



La croissance économique durable

- L'appui à Percan dans l'élaboration d'une méthode servant à déterminer les priorités dans le traitement des vestiges miniers, que le ministère de l'Énergie et des Mines du Pérou a approuvée, a permis au pays d'obtenir un prêt au développement de la Banque mondiale de 330 millions de dollars.

Après le séisme

- La contribution au projet de reconstruction d'Huancavelica de CARE a permis la construction de 414 maisons à la suite du séisme de 2007. Les méthodes et technologies utilisées ont été reprises dans le Programme national de logement rural.



© ACIDI/CIDA : Joshua Kraemer

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Entre 2010 et 2015, l'ACDI concentrera l'aide au développement sur l'éducation et la croissance économique. Voici des exemples de résultats escomptés :

Les enfants et les jeunes

- Quelque 15 200 enseignants offriront une éducation interculturelle de qualité à environ 410 000 filles et garçons.
- Des jeunes recevront une formation en compétences professionnelles axées sur le marché du travail.

La croissance économique durable

- Des projets communautaires de développement durable seront mis en œuvre en collaboration avec les entreprises de l'industrie extractive, les administrations régionales et locales ainsi que les organisations non gouvernementales.



© ACIDI/CIDA : Joshua Kraemer

- Les petites et moyennes entreprises participeront davantage à l'économie officielle grâce à la formation, à l'accès au crédit et à la protection des droits de propriété.

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Canadiens : CARE Canada, Agriteam Canada, CUSO-VSO, Canadian Lutheran World Relief, Carrefour de solidarité internationale, Oxfam-Québec, le Consortium WUSC-CECI, l'Association des coopératives du Canada.

Multilatéraux : la Banque mondiale, l'Organisation panaméricaine de la santé, l'UNICEF, le Programme alimentaire mondial, la Banque interaméricaine de développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Le Pérou

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.acdi.gc.ca

LE SÉNÉGAL : RAPPORT DE L'ACDI

PRIORITÉS

Les programmes que l'ACDI a mis en œuvre au Sénégal s'harmonisent avec le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (phase II) du pays. Dans le but de réduire la pauvreté des ménages de 50 % d'ici 2015, l'ACDI concentre son aide bilatérale sur les questions suivantes :

La sécurité alimentaire

- Améliorer la productivité des petits agriculteurs.
- Accroître la diversification de la production et la mise en marché.
- Favoriser l'accès au microcrédit dans les régions rurales.
- Améliorer la gestion de l'environnement afin d'accroître le rendement agricole
- Décentraliser les services publics afin de soutenir la production agricole

Les enfants et les jeunes

- Améliorer la qualité de l'éducation.
- Renforcer la gestion de l'éducation de base et accroître l'accès à cette éducation, surtout pour les filles.
- Accroître les compétences des jeunes et leurs aptitudes à l'emploi grâce à l'éducation, aux programmes d'alphabétisation et à la formation professionnelle et technique.
- Décentraliser les services publics afin de soutenir une éducation de qualité.



FAITS ET CHIFFRES

- Population (2010) : **12,9 millions¹**
- Rang IDH (2010) : **144^e sur 169 pays²**
- Pourcentage de la population gagnant moins de 1,25 \$US par jour (2005) : **33,5 %³**
- Revenu national brut par habitant (2008) : **980 \$US⁴**
- Total de l'aide au développement de l'ACDI : **46,45 M\$CAN⁵**

1. Fonds des Nations Unies pour la population

2. Indice du développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement

3. et 4. Indicateurs de pays de la Banque mondiale. Indicateurs de développement dans le monde (en ligne), 2009

5. Agence canadienne de développement international — Financement 2009–2010

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- Les pressions occasionnées par une jeune population en plein essor démographique
- L'incapacité de construire un nombre suffisant d'écoles primaires pour répondre à la demande
- La détérioration des ressources naturelles, qui freine la capacité de production
- Le manque de coordination et de capacité institutionnelle au sein des ministères du gouvernement sénégalais
- La réduction de la mortalité maternelle et infantile, un champ d'intervention qui touche deux des Objectifs du Millénaire pour le développement et pour lesquels le Sénégal tire de l'arrière

PROJETS STRATÉGIQUES

Le Programme de formation des enseignants de l'éducation de base selon l'approche des compétences de base

- soutient la formation de 57 000 enseignants, initiés à l'approche des compétences de base, pour le bénéfice de près de deux millions d'élèves.

L'assistance technique à l'aménagement et au développement économique des Niayes

- permet d'accroître les revenus de 9 000 producteurs, dont au moins la moitié sont des femmes, et d'en faire de véritables entrepreneurs.

Le Programme d'appui au développement économique de la Casamance

- soutient le développement économique de la région en venant en aide aux particuliers et aux groupes et associations communautaires locaux. Il soutient environ 10 000 petits producteurs (hommes et femmes) qui participent aux chaînes d'approvisionnement du miel, des mangues, des noix de cajou et des bananes.

Le travail de l'ACDI au Sénégal fait partie de la contribution du Canada à l'effort mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010 FAITS SAILLANTS

La sécurité alimentaire

- Lancement de six nouveaux projets visant à accroître la sécurité alimentaire au Sénégal.



Les enfants et les jeunes (2008-2010)

- Plus de 21 000 éducateurs ont reçu une formation.
- Dans l'ensemble, le taux d'inscription scolaire a augmenté pour passer à 92,5 %.
- Le taux d'inscription scolaire des filles a atteint à 95,9 %; il dépasse ainsi de 6,7 % celui des garçons.
- Le taux d'achèvement de l'éducation primaire au Sénégal a grimpé à 59,6 %.
- L'écart de compétences entre les travailleurs agricoles et les ingénieurs agricoles a été comblé par la création d'un brevet de technicien supérieur, qui équivaut à un diplôme d'études postsecondaires.



© ACIDI/CIDA I. Pierre St-Jacques

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

De 2010 à 2015, l'ACDI mettra surtout l'accent sur l'amélioration de l'éducation, l'accroissement de la sécurité alimentaire et le renforcement des institutions gouvernementales connexes. Les principaux résultats prévus sont les suivants :

Les enfants et les jeunes

- Le taux brut d'inscription des filles et des garçons au programme d'éducation de base du Sénégal atteindra 100 % d'ici 2015.
- Au moins 57 000 enseignants seront formés.
- Le nouveau programme d'étude de base de 2008 sera mis en application dans les 7 500 écoles du pays.

La sécurité alimentaire

- La production agroalimentaire sera accrue, diversifiée et davantage mise en marché grâce à l'augmentation de la production chez 19 000 petits producteurs des régions de la Casamance et des Niayes.

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Le gouvernement du Sénégal

Canadiens : la Fondation Paul Gérin-Lajoie, l'Association des collèges communautaires du Canada, Oxfam-Québec, le Collège Montmorency, l'Entraide universitaire mondiale du Canada, le Centre d'études et de coopération internationale, l'Union des producteurs agricoles—Développement international, Développement international Desjardins, l'Initiative micronutriments.

Multilatéraux : la Banque mondiale, l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme alimentaire mondial, le Fonds d'équipement des Nations Unies, la Banque africaine de développement, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Le Sénégal

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.acdi.gc.ca

LE SOUDAN : RAPPORT DE L'ACDI

PRIORITÉS

Les programmes mis en œuvre par l'ACDI au Soudan cadrent avec la stratégie de redressement comprise dans l'Accord de paix global de 2005 établi entre le nouveau gouvernement d'unité nationale et le gouvernement du Sud-Soudan. Cette stratégie porte sur la sécurité, l'infrastructure (les routes), la santé, l'éducation, l'approvisionnement en eau et les moyens de subsistance.

L'ACDI souhaite soutenir tous les efforts déployés pour mettre en œuvre l'Accord de paix et résoudre la crise humanitaire et la crise des droits de la personne, y compris au Darfour, afin de créer des conditions favorables à la paix, à la stabilité et à la prospérité à long terme. L'aide de l'ACDI au Soudan se concentre sur les questions suivantes :

L'Accord de paix

- Poursuivre notre soutien au gouvernement d'unité nationale ainsi qu'à celui du Sud-Soudan pour mettre en œuvre les jalons stratégiques de cet accord tels que la tenue d'élections démocratiques et d'un référendum.
- Améliorer la gestion des ressources publiques.

La sécurité alimentaire

- Accroître la sécurité alimentaire des ménages vulnérables en réalisant des projets locaux liés à l'agriculture et aux moyens de subsistance viables.

Les enfants et les jeunes

- Améliorer l'accès aux services de base comme l'éducation et les soins de santé pour les enfants et les jeunes à risque.



FAITS ET CHIFFRES

- Population (2010) : **43,2 millions¹**
- Rang IDH (2010) : **154^e sur 169 pays²**
- Pourcentage de la population gagnant moins de 1,25 \$US par jour (2005) : **Non disponible**
- Revenu national brut par habitant (2008) : **1 110 \$US³**
- Total de l'aide au développement de l'ACDI : **105,90 M\$CAN⁴**

1. Fonds des Nations Unies pour la population

2. Indice du développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement

3. Indicateurs de pays de la Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde (en ligne), 2009

4. Agence canadienne de développement international — Financement 2009-2010

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- Le haut niveau de pauvreté
- Les conflits, les tensions et l'instabilité généralisés
- L'imprévisibilité du résultat du référendum de 2011
- La faiblesse des institutions publiques et la prestation insuffisante des services de base

PROJETS STRATÉGIQUES

Le Projet d'éducation, de réhabilitation et d'accessibilité des soins de santé dans le Sud-Soudan

- favorise l'envoi de médecins canadiens d'origine soudanaise dans le Sud-Soudan pour donner de la formation médicale, remettre en état des installations médicales, renforcer les capacités du personnel médical et élaborer des programmes de services médicaux auprès des collectivités.

Le Projet de rétablissement et la réintégration des populations dans l'est et le sud du Soudan

- contribue à consolider la paix dans ces régions en offrant une aide aux réfugiés de retour, grâce à un plus grand nombre de possibilités d'apprentissage dans le sud du Soudan, et un accès amélioré aux ressources (moyens de subsistance, formation professionnelle, compétences en demande sur le marché du travail, égalité entre les sexes) dans l'est du Soudan.

Le Projet de prestation des services de base et le rétablissement

- soutient World Relief Canada afin de fournir des services de santé de base, d'établir ou de renforcer les systèmes de santé, d'augmenter l'accès à l'eau et aux services d'assainissement et d'accroître la sécurité alimentaire dans les hautes terres du comté d'Aweil East.

Le travail de l'ACDI au Soudan fait partie de la contribution du Canada à l'effort mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010

FAITS SAILLANTS

La sécurité alimentaire

- Création de huit centres agricoles pour les femmes.
- Amélioration des technologies agricoles au profit de 154 groupes d'agriculteurs.
- Distribution de 2 255 gaulis d'arbres fruitiers à 550 ménages; de 400 ruches modernes et accessoires à 100 ménages et de 114 chèvres à 46 ménages.
- Formation en affaires et en commercialisation donnée à 182 personnes, soit 114 apiculteurs et 68 personnes du secteur de la transformation du lait et de la fabrication des produits laitiers.
- Depuis janvier 2006, 124,1 millions de dollars ont été accordés au Programme alimentaire mondial pour continuer d'aider à nourrir les personnes souffrant de la faim.



Les enfants et les jeunes

- Plus de 1,75 million de personnes vivant dans huit collectivités ont bénéficié de soins de santé d'urgence.
- Le nombre de naissances assistées par du personnel médical compétent a augmenté de 30 %.
- Le nombre de médecins dans le Sud-Soudan a progressé de 33 %.

- Plus de 20 000 personnes ont reçu une formation professionnelle et une formation sur les moyens de subsistance, et elles ont également bénéficié de la mise en place d'activités rémunératrices.
- Un total de 250 écoles ont été remises en état, et 2 300 enseignants ont été formés.

La gouvernance

- On a offert de la formation en éducation civique et sur le vote à quelque 500 formateurs.



© ACDI/CIDA : David Barbour

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

De 2010 à 2015, l'ACDI concentrera son action sur la résolution de la crise humanitaire et de la crise des droits de la personne au Darfour, et sur la mise en œuvre complète de l'Accord de paix global. La démarche pangouvernementale du Canada s'inscrit dans un effort international concerté pour soutenir une paix équitable et durable dans tout le Soudan. Voici des exemples de résultats escomptés en matière d'aide :

Les enfants et les jeunes

- Jusqu'à 5 000 enfants auront accès pour la première fois à une éducation de base en milieu scolaire et à l'extérieur.
- Jusqu'à 10 000 rapatriés auront un meilleur accès aux soins de santé de base.
- Jusqu'à 4 000 enfants et femmes en âge de procréer seront vaccinés.

La sécurité alimentaire

- Jusqu'à 100 000 personnes profiteront de meilleurs moyens de subsistance et d'un meilleur accès au marché.
- Jusqu'à 15 000 ménages bénéficieront d'une production agricole améliorée et d'un meilleur accès aux semences et aux outils.

La gouvernance

- Plus de 16 000 bureaux de vote seront établis dans tout le Sud-Soudan en vue des élections de 2010, les premières à avoir lieu en 25 ans.
- Plus de 4 000 femmes et leurs collectivités seront sensibilisées à l'inscription des électeurs dans dix états du Sud-Soudan.
- Environ 75 000 personnes recevront une éducation civique en matière d'égalité entre les sexes en vue des élections.

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Parmi les partenaires figurent des organisations des Nations Unies, des organisations multilatérales (telles que le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF, le Comité international de la Croix-Rouge), ainsi que des organisations non gouvernementales canadiennes et internationales.

Le Soudan

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.acdi.gc.ca

LA TANZANIE : RAPPORT DE L'ACDI

PRIORITÉS

Les programmes mis en œuvre par l'ACDI en Tanzanie cadrent avec la Stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté du pays (2010–2015). Cette stratégie offre un programme complet de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Les mesures proposées présentent les particularités suivantes : des moyens de subsistance de grande qualité; la paix et la stabilité; une bonne gouvernance; une société instruite et axée sur l'apprentissage, ainsi qu'une économie forte et compétitive. Par conséquent, le soutien de l'ACDI en Tanzanie se concentre sur les questions suivantes :

Les enfants et les jeunes

- améliorer l'accès à une éducation de qualité à tous les niveaux scolaires;
- accroître l'accès à du personnel qualifié en soins de santé, surtout dans les zones mal desservies; augmenter le pourcentage des naissances assistées par un personnel en santé qualifié;
- prévenir la propagation du VIH/sida parmi les jeunes et en atténuant ses conséquences chez les enfants et leur famille.

La croissance économique durable

- Réduire la pauvreté grâce à une croissance économique accélérée et à laquelle tous et toutes peuvent participer, à de meilleures opportunités d'emploi, et à une bonne gouvernance sur le plan économique.
- Renforcer les capacités du secteur public et son imputabilité.
- Améliorer le milieu favorable aux affaires, et étendre l'accès aux services financiers et au crédit pour les tanzaniens démunis.



FAITS ET CHIFFRES

- Population (2010) : **45 millions¹**
- Rang IDH (2010) : **148^e sur 169 pays²**
- Pourcentage de la population gagnant moins de 1,25 \$US par jour (2005) : **Non disponible**
- Revenu national brut par habitant (2008) : **440 \$US³**
- Total de l'aide au développement de l'ACDI : **114,63 M\$CAN⁴**

1. Fonds des Nations Unies pour la population

2. Indice du développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement

3. Indicateurs de pays de la Banque mondiale. Indicateurs de développement dans le monde (en ligne), 2009

4. Agence canadienne de développement international — Financement 2009–2010

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- Le manque de ressources financières et de capacités du secteur privé
- La pénurie de ressources humaines pouvant prodiguer des services d'éducation et de santé

- L'économie précaire, principalement axée sur l'agriculture
- Le taux élevé de malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans
- La prédominance de l'inégalités entre les sexes

PROJETS STRATÉGIQUES

Le Programme de développement du secteur de l'éducation

- soutient les efforts du gouvernement de la Tanzanie visant à augmenter l'accès, l'équité et la qualité de l'éducation, et ce, à tous les échelons, en renforçant la gestion du secteur de l'éducation, en formant les enseignants, en améliorant le ratio professeur/élève, et en soutenant la construction et la rénovation des écoles.

Le Programme de renforcement du système de santé de la Tanzanie

- aide le gouvernement de la Tanzanie à fournir à la population, notamment aux personnes les plus vulnérables, des services de santé de base de qualité abordables et viables.

Le Programme VIH/sida

- favorise la mise en œuvre du Cadre stratégique national multisectoriel de la Tanzanie relatif au VIH/sida, lequel vise à prévenir le VIH/sida et à en atténuer les effets par l'amélioration des soins.

Le Programme d'appui à la réduction de la pauvreté et à la croissance économique

- soutient les efforts du gouvernement tanzanien pour accroître les possibilités économiques et la stabilisation des revenus, grâce à une plus forte productivité agricole et une meilleure sécurité alimentaire, une administration publique renforcée, ainsi qu'une gestion plus serrée des finances publiques, de meilleures politiques et une plus grande transparence et responsabilisation du secteur public.

Le travail de l'ACDI en Tanzanie fait partie de la contribution du Canada à l'effort mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010

FAITS SAILLANTS

La croissance économique (2008-2009)

- La construction de 110 marchés de récoltes et de 38 marchés de bétail a permis de créer des débouchés dont profitent les agriculteurs.
- Le gouvernement de la Tanzanie a financé la création d'entreprises et d'emplois dans le secteur privé, générant ainsi plus de 1,2 million d'emplois.



© ACDI/CIDA : Joshua Kraemer

Les enfants et les jeunes (2007-2009)

- 968 salles de classe, 709 logements d'enseignants et 716 latrines destinés à des écoles primaires ont été construits.
- Le taux annuel d'élèves, filles et garçons, qui poursuivent leurs études à l'école secondaire a augmenté de 15 %.
- Plus de 60 000 livres parus en anglais, en braille et en langue locale, ont été distribués aux écoles partout au pays.
- En mai 2009, le nombre de personnes atteintes gravement du VIH qui recevaient un traitement antirétroviral combiné s'élevait à 248 280, comparativement à 80 628 personnes à la fin de 2007.
- En 2009, 88 % de la population a été vaccinée contre la rougeole; ce pourcentage devrait grimper à 90 % en 2010.



© ACDI/CIDA : Joshua Kraemer

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

De 2010 à 2015, l'ACDI cherchera surtout à améliorer la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants et à stimuler une croissance économique durable. Les principaux résultats prévus sont les suivants :

Les enfants et les jeunes

- Le pourcentage d'élèves du secondaire qui terminent leurs études passera de 35 % à 70 %.
- Le taux de mortalité maternelle diminuera, passant de 578 à 265 pour 100 000 femmes.
- Le taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans passera de 91 à 54 pour 1 000 enfants.
- Les inscriptions des jeunes à des programmes communautaires de prévention et de traitement du VIH/sida augmenteront, passant de 135 000 à 440 000 jeunes inscrits.

La croissance économique durable

- Environ un million de Tanzaniens démunis auront accès à des services financiers et à du crédit d'ici 2012.
- La production agricole s'accroîtra de 7 %.



© ACDI/CIDA : Joshua Kraemer

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Le gouvernement de la Tanzanie

Canadiens : la Fondation Aga Khan Canada, l'Association des collèges communautaires du Canada, Jeunesse Canada Monde, Développement international Desjardins

Multilatéraux : le Programme « One UN—Delivering as One » des Nations Unies, le Programme alimentaire mondial, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'UNESCO, l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, le Fonds des Nations Unies pour la population

La Tanzanie

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.acdi.gc.ca

L'UKRAINE : RAPPORT DE L'ACDI

PRIORITÉS

Les programmes mis en œuvre par l'ACDI en Ukraine cadrent avec le vaste plan de réforme du pays, suscitant un environnement propice aux affaires qui favorise la croissance économique. Le plan vise l'efficacité du gouvernement, le commerce, l'investissement et les finances publiques. De 2009 à 2014, le soutien de l'ACDI en Ukraine se concentre sur les questions suivantes :

La croissance économique durable

- Rétablir la confiance accordée aux institutions financières.
- Accroître la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME).
- Renforcer les institutions publiques pour améliorer la primauté du droit, la responsabilisation et la gouvernance.

La sécurité alimentaire

- Améliorer l'agriculture durable et accroître les exportations nettes de céréales et d'autres marchandises.
- Agréer les laboratoires régionaux qui testent la qualité du blé.



FAITS ET CHIFFRES

- Population (2010) : 45,4 millions¹
- Rang IDH (2010) : 69^e sur 169 pays²
- Pourcentage de la population gagnant moins de 1,25 \$US par jour (2008) : 2 %³
- Revenu national brut par habitant (2008) : 3 210 \$US⁴
- Total de l'aide au développement de l'ACDI : 21,65 M\$CAN⁵

1. Fonds des Nations Unies pour la population

2. Indice du développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement

3. et 4. Indicateurs de pays de la Banque mondiale. Indicateurs de développement dans le monde (en ligne), 2009

5. Agence canadienne de développement international — Financement 2009–2010

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- La récente crise économique
- L'écart de pauvreté entre les résidents ruraux et les urbains
- La nécessité d'améliorer le climat des affaires, de restaurer la confiance envers le système financier et de poursuivre les réformes économiques
- La lenteur des réformes et leur rythme incertain

PROJETS STRATÉGIQUES

Le Projet de renforcement de la Banque nationale de l'Ukraine

- Le soutien au Fonds monétaire international aide la Banque nationale de l'Ukraine à adopter des réformes qui vont augmenter la stabilité du secteur financier du pays et améliorer le climat des affaires.

Le Projet de promouvoir un environnement propice aux affaires

- Le soutien accordé à la Société financière internationale aide à rationaliser et à simplifier les procédures réglementaires applicables aux PME, ce qui les rend plus concurrentielles à l'échelle mondiale.

Le Projet de développement de l'horticulture

- Le soutien à la Mennonite Economic Development Associates, une association établie en Ontario, aide les agriculteurs à acquérir des connaissances et des compétences, améliorant ainsi les cultures agricoles et l'accès aux marchés mondiaux.

Le travail de l'ACDI en Ukraine fait partie de la contribution du Canada à l'effort mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010 FAITS SAILLANTS

La sécurité alimentaire :

- Les produits céréaliers ukrainiens sont devenus plus commercialisables; en conséquence, 20 laboratoires d'État d'inspection du pain ont réussi à obtenir la certification ISO/17025, qui atteste de leurs compétences.
- Un total de 17 bureaux de services de vulgarisation agricole ont été mis sur pied, et 40 000 professionnels, dirigeants communautaires et agriculteurs ont été formés aux pratiques exemplaires liées au développement agricole et rural; les agriculteurs concernés ont ainsi vu augmenter leurs profits de 79 %.
- Plus de 500 agriculteurs ont introduit de nouvelles variétés de cultures, et plus de 300 fermes ont adopté des technologies de production intensive de céréales, de légumineuses et de légumes.



© ACIDI/CIDA : Andrei Skakodub

La croissance économique durable

- Les procédures administratives et réglementaires applicables aux entreprises en Ukraine ont été rationalisées, ce qui a donné lieu à la promulgation de 11 mesures législatives, y compris des modifications aux lois sur les licences et les permis.

- Le mouvement des coopératives de crédit en Ukraine a été relancé, touchant 1,5 million de membres provenant de 325 coopératives de crédit. La pauvreté a diminué, le nombre d'emplois a augmenté et on a encouragé la mise en œuvre de nouveaux moyens de générer des revenus.



© ACIDI/CIDA : Andrei Skakodub

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

De 2009 à 2014, l'ACDI mettra l'accent sur le renforcement de la croissance économique et de la sécurité alimentaire dans 5 des 25 régions de l'Ukraine. On prévoit ainsi obtenir les résultats suivants :

La croissance économique durable

- Plus de 600 000 personnes auront accès à des services de développement économique local.
- Environ 5 000 petites exploitations agricoles augmenteront leur production, et les agriculteurs seront en mesure de vendre leurs produits sur un marché plus étendu.
- Les propriétaires de 2 500 fermes laitières familiales apprendront à être plus concurrentiels, ce qui fera augmenter de 50 % la production de lait et élargira l'accès aux marchés mondiaux.



© ACIDI/CIDA : Andrei Skakodub

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Canadiens : la Mennonite Economic Development Associates, la Société de coopération pour le développement international, la Fédération canadienne des municipalités, le Conference Board of Canada

Multilatéraux : la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

L'Ukraine

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.acdi.gc.ca

LE VIETNAM : RAPPORT DE L'ACDI

PRIORITÉS

Les programmes mis en œuvre par l'ACDI au Vietnam cadrent avec le Plan de développement socioéconomique du pays 2006–2010. Ce plan, axé sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté, préconise des réformes dans quatre principaux domaines : le développement des entreprises, la gouvernance moderne, les ressources naturelles et l'inclusion sociale. Par conséquent, le soutien de l'ACDI au Vietnam se concentre sur les questions suivantes :

La sécurité alimentaire

- Améliorer la salubrité, la qualité et la production des aliments ainsi que les techniques de récolte, au moyen de formation, d'assistance technique et d'autres services destinés aux agriculteurs et aux organismes gouvernementaux.

La croissance économique durable

- Continuer de favoriser les réformes juridiques et politiques ainsi que les changements institutionnels nécessaires à une croissance axée sur le marché.
- Consolider les petites et moyennes entreprises en milieu rural (PME).
- Perfectionner les compétences utiles à l'emploi en améliorant l'accès à la formation technique et professionnelle.

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- La nécessité de réformes de plus en plus complexes pour soutenir une croissance économique durable
- La négligence envers les minorités ethniques et pauvres du milieu rural sur le plan économique



FAITS ET CHIFFRES

- Population (2010) : **89 millions¹**
- Rang IDH (2010) : **113^e sur 169 pays²**
- Pourcentage de la population gagnant moins de 1,25 \$US par jour (2006) : **21,5 %³**
- Revenu national brut par habitant (2008) : **890 \$US⁴**
- Total de l'aide au développement de l'ACDI : **40,50 M\$CAN⁵**

1. Fonds des Nations Unies pour la population

2. Indice du développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme de développement des Nations Unies pour le développement

3. et 4. Indicateurs de pays de la Banque mondiale. Indicateurs de développement dans le monde (en ligne), 2009

5. Agence canadienne de développement international — Financement 2009–2010

- Les changements climatiques
- Le perfectionnement des systèmes de formation pour répondre aux besoins toujours plus complexes du secteur privé

PROJETS STRATÉGIQUES

Le Projet d'expansion des entreprises rurales

- aide les organismes locaux à fournir de meilleurs services de développement des entreprises aux microentreprises et aux PME afin qu'elles améliorent leurs produits, aient accès à de nouveaux marchés et augmentent leurs revenus.

Le Projet de qualité des produits alimentaires et agricoles

- aide les organismes gouvernementaux et les agriculteurs à améliorer la qualité des produits agricoles et les normes de salubrité afin d'accroître sur le marché intérieur la disponibilité des produits agroalimentaires sains produits au Vietnam, et d'augmenter les revenus des agriculteurs.

Le Projet de réforme du secteur bancaire

- aide la Banque d'État du Vietnam à améliorer les opérations bancaires et la surveillance du système réglementaire afin de renforcer le milieu des affaires.

Le Projet de gouvernance provinciale de l'environnement au Vietnam

- aide à choisir des institutions nationales et provinciales qui veilleront à gérer efficacement la pollution industrielle.

Le Projet d'aide à la mise en œuvre des politiques

- soutient des organisations clés du gouvernement du Vietnam au sein de l'Assemblée nationale, ce qui permet de guider et de favoriser les processus de réforme socioéconomique en cours.

Le travail de l'ACDI au Vietnam fait partie de la contribution du Canada à l'effort mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010 FAITS SAILLANTS

La sécurité alimentaire

- Le projet Qualité du cheptel et des cultures de Soc Trang a permis de quintupler la production de riz aromatique, laquelle est passée de 3 600 hectares en 2005 à quelque 19 000 hectares en 2009, augmentant ainsi de 20 % les revenus des agriculteurs.
- Grâce à une collaboration avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, on a élaboré, pour les produits agroalimentaires essentiels, des pratiques reconnues mondialement qui assurent la qualité et la salubrité des aliments.



La croissance économique durable

- Le développement des microentreprises, ainsi que des petites et moyennes entreprises (PME) s'est amélioré. Dans trois provinces ciblées, les revenus de plus de 1 200 de ces entreprises (dont 90 % appartiennent à des femmes) ont augmenté et leur viabilité s'est accrue.

- Grâce à de petites subventions directes, plus de 450 entreprises ont bénéficié de formation et ont acquis de nouvelles technologies pour améliorer leur production et leur accès à de nouveaux marchés.



© ACIDI/CIDA - Nick Westover

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

De 2009 à 2014, s'appuyant sur ses réussites, l'ACDI mettra l'accent sur la croissance économique du pays et la productivité agricole, ce qui comprend :

La sécurité alimentaire

- Plus de 1 500 agriculteurs auront un meilleur accès à des services de développement, ainsi qu'à de la formation afin de renforcer leur capacité de production.
- Quelque 65 000 agriculteurs (hommes et femmes) de 13 collectivités rurales pauvres jouiront d'un accès élargi à une infrastructure à petite échelle telle que l'irrigation, favorisant le développement des activités agricoles et la production agricole.

La croissance économique durable

- Plus de 3 000 PME auront accès à de meilleurs services de formation et de soutien au développement des entreprises pour renforcer leur capacité de production et leur compétitivité.



© ACIDI/CIDA - Nick Westover

- Quelque 160 habitants (femmes et hommes) de 16 collectivités rurales ciblées auront un accès accru à l'infrastructure de petite échelle, comme les routes, ce qui soutient le développement des PME.

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Canadiens : Stikeman Elliott/Experco, Agriteam, Oxfam-Québec, SNC-Lavalin/ESSA, l'Université de Montréal, la Fédération canadienne des municipalités, l'Université Saint Mary's.

Multilatéraux : la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le Fonds des Nations Unies pour la population.

Le Vietnam

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.acdi.gc.ca

LA CISJORDANIE ET GAZA : RAPPORT DE L'ACDI

PRIORITÉS

Les programmes mis en œuvre par l'ACDI en Cisjordanie et dans la bande de Gaza cadrent avec le Plan palestinien de réforme et de développement. Ce plan aborde les questions des pénuries alimentaires, de la détérioration des conditions de vie, de la pauvreté extrême ainsi que de la malnutrition et des maladies chroniques, particulièrement chez les enfants et les femmes. Par conséquent, le soutien de l'ACDI se focalise sur les thèmes suivants :

La sécurité alimentaire

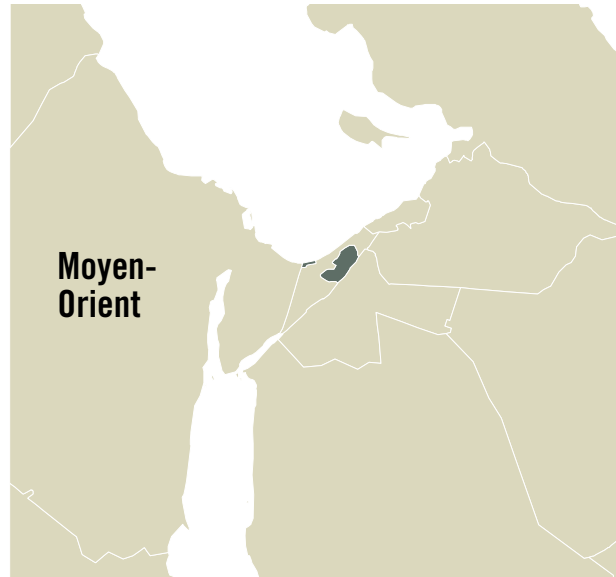
- Fournir une aide alimentaire d'urgence.

Les enfants et les jeunes

- Donner accès aux services de santé mentale, d'éducation et de soins de santé de base aux personnes touchées par les conflits.
- Fournir des abris d'urgence et des fournitures essentielles aux familles.

La croissance économique durable

- Accroître la compétitivité des petites et moyennes entreprises et leur accès aux marchés.
- Améliorer les cadres politique, juridique et réglementaire qui favorisent la compétitivité du secteur privé.



FAITS ET CHIFFRES

- Population (2010) : **4,4 millions¹**
- Rang IDH (2010) : **Non disponible²**
- Pourcentage de la population gagnant moins de 1,25 \$US par jour (2005) : **Non disponible³**
- Revenu national brut par habitant (2005) : **1 250 \$US⁴**
- Total de l'aide au développement de l'ACDI : **64,61 M\$CAN⁵**

1. Fonds des Nations Unies pour la population

2. Indice du développement humain (IDH), *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement

3. et 4. Indicateurs de pays de la Banque mondiale. Indicateurs de développement dans le monde (en ligne), 2009

5. Agence canadienne de développement international — Financement 2009-2010

L'ACDI appuiera aussi la réforme du secteur de la justice en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, renforçant la capacité des institutions de sécurité d'accroître la paix et la sécurité et améliorant le respect de la primauté du droit.

PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

- Le conflit israélo-palestinien et les conflits palestiniens internes
- Les restrictions d'accès et de déplacement
- Les faibles capacités des institutions publiques
- Les inégalités entre femmes et hommes
- Le peu d'investissement dans les entreprises

PROJETS STRATÉGIQUES

Les Services de poursuites pénales

- aident à la construction d'installations pour le palais de justice afin de pallier à une infrastructure inadéquate, un défi majeur dans le secteur de la justice.
- appuient le Bureau du procureur général et le Bureau des poursuites pénales (l'Autorité palestinienne) afin d'améliorer les installations et de former le personnel.

L'Appel d'urgence de 2009 de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient – la Cisjordanie et la bande de Gaza

- vise à répondre aux besoins de sécurité alimentaire des réfugiés palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Le Fonds en fidéicommis pour le plan de développement et de réforme palestinien de la Banque mondiale

- aide l'Autorité palestinienne à respecter les exigences budgétaires liées à la prestation de services publics, afin d'améliorer les conditions de vie et de renforcer l'économie.

Le travail de l'ACDI en Cisjordanie et dans la bande de Gaza fait partie de la contribution du Canada à l'effort mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2009-2010 FAITS SAILLANTS

L'aide humanitaire

- Appui au Programme des Nations Unies pour le développement dans ses efforts visant à enlever 175 000 tonnes de gravats, et les transformer en matériaux utilisés pour construire des routes.
- Aide à retirer des bâtiments détruits, en toute sécurité, 83 engins non explosés ainsi que de l'amiante et autres matières dangereuses.

La sécurité alimentaire

- Par l'entremise de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 1 797 éleveurs de moutons et de chèvres ont reçu une aide qui leur a permis de répondre à leurs besoins fondamentaux sans avoir à vendre leurs troupeaux.



Les enfants et les jeunes

- Le soutien apporté au Projet de services communautaires de santé mentale de l'UNICEF a permis d'offrir de l'orientation de groupe et des activités récréatives à 38 023 enfants pour les aider à mieux s'en sortir et à se protéger.

- Des trousseaux d'hygiène ont été fournies à 650 jeunes femmes en âge de procréer.
- Des services de physiothérapie ont été prodigués à 86 jeunes femmes.



© ACDI/CIDA : Peter Bennett

LA VOIE DE L'AVENIR : RÉSULTATS ESCOMPTÉS

De 2009 à 2014, l'aide du Canada en Cisjordanie permettra de répondre principalement aux besoins fondamentaux des Palestiniens et de renforcer les institutions essentielles à l'amélioration de la primauté du droit et à la réalisation de la croissance économique durable. On prévoit atteindre les résultats clés suivants :

La sécurité alimentaire et les enfants et les jeunes

- Plus de 1,7 million de Palestiniens recevront une aide d'urgence.

La croissance économique durable

- Un meilleur contexte politique, juridique et réglementaire pour les entreprises sera établi.

La réforme du secteur de la justice

- Les processus et les institutions du système juridique qui appliquent la primauté du droit et font respecter les droits de la personne seront améliorés.



© ACDI/CIDA : François-Éric de Repentigny

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Canadiens : Justice Canada, l'Université de Windsor, Oxfam Québec, le Comité central mennonite, l'Association des collèges communautaires du Canada.

Multilatéraux : la Banque mondiale, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'UNICEF, le Programme alimentaire mondial, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.

La Cisjordanie et Gaza

Pour en savoir davantage, notamment sur la stratégie-pays de l'ACDI, visitez notre site Web ou balayez le code QR :



www.acdi.gc.ca

DÉTAILS FINANCIERS DE L'ACDI, EXERCICE 2009–2010

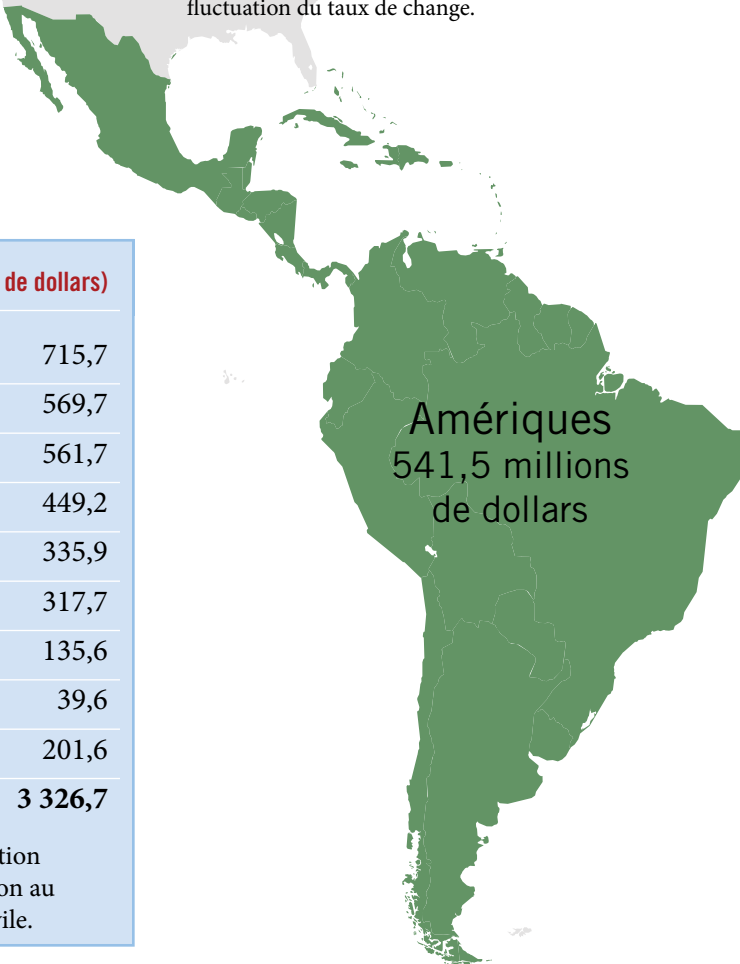
On trouve toutes les données financières et les explications pour 2009–2010 dans le *Rapport statistique sur l'aide internationale, exercice 2009–2010*.

Aide selon le continent 2009–2010 (aide bilatérale et multilatérale)

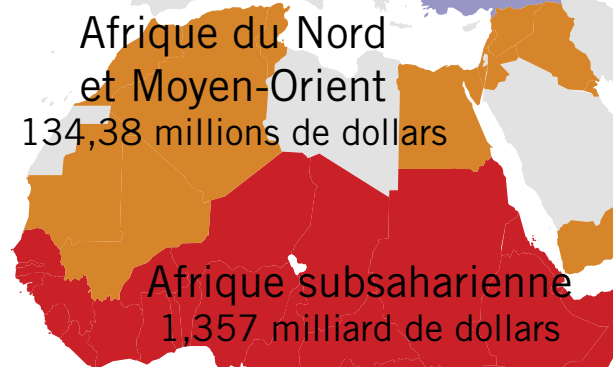
Ces chiffres comprennent les coûts administratifs et les changements de valeur des investissements dans les institutions financières internationales en raison de la fluctuation du taux de change.

Aide selon le secteur	(en millions de dollars)
Amélioration de la santé	715,7
Aide d'urgence	569,7
Agriculture	561,7
Gouvernance démocratique	449,2
Développement du secteur privé	335,9
Éducation de base	317,7
Environnement	135,6
Paix et sécurité	39,6
Autres*	201,6
Total	3 326,7

* Entre autres secteurs, mentionnons l'éducation supérieure, la promotion de la sensibilisation au développement et le soutien à la société civile.



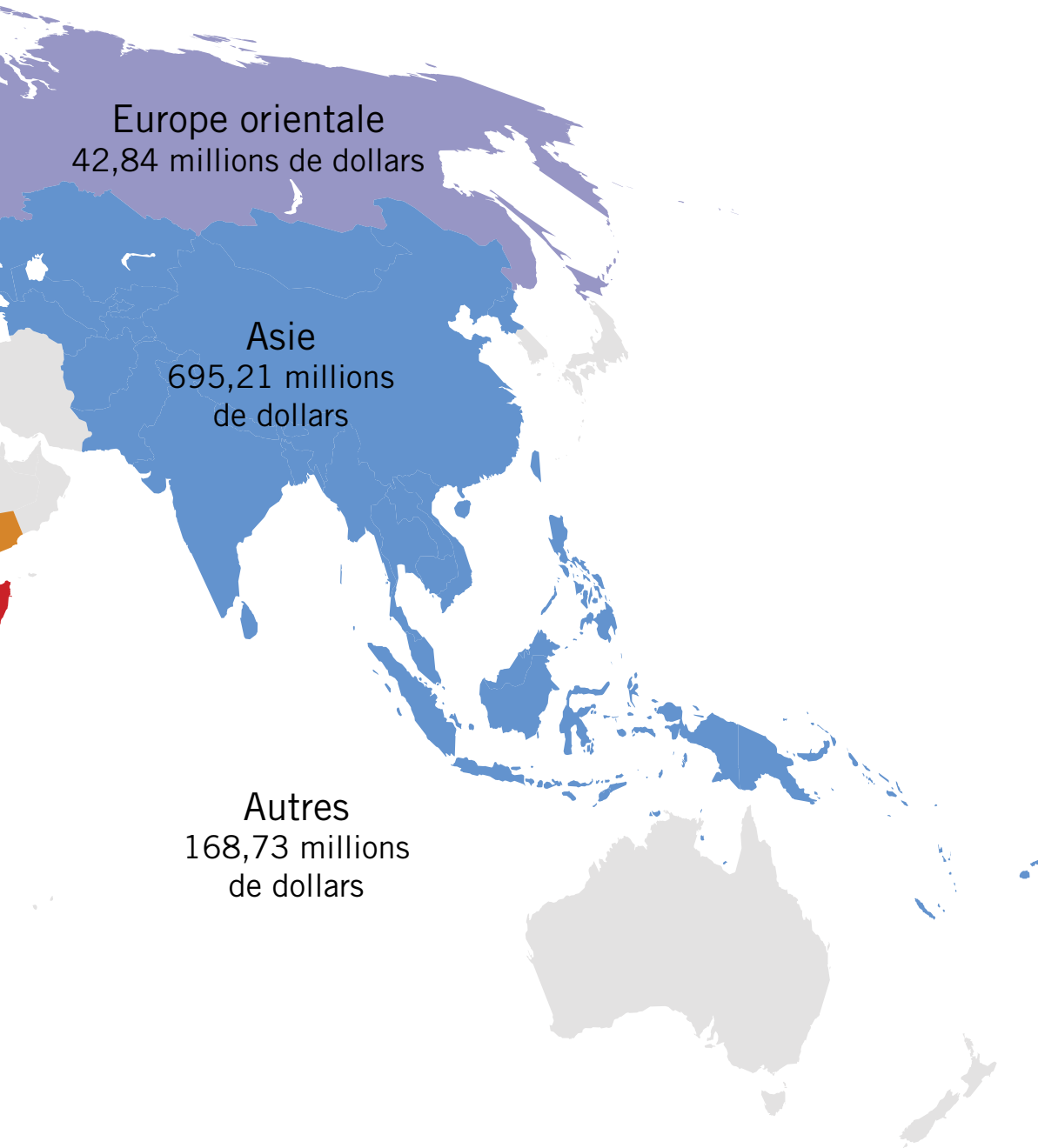
Amériques
541,5 millions
de dollars



Afrique du Nord
et Moyen-Orient
134,38 millions de dollars



Afrique subsaharienne
1,357 milliard de dollars



Décassements des programmes bilatéraux de l'ACDI vers les pays ciblés

Selon le pays ciblé	(en millions de dollars)
Afghanistan	204,83
Bangladesh	56,72
Bolivie	14,13
Colombie	14,00
Éthiopie	76,48
Ghana	92,33
Haiti	79,71
Honduras	18,04
Indonésie	19,38
Mali	92,85
Mozambique	86,91
Pakistan	31,12
Pérou	17,13
Sénégal	31,36
Soudan	54,77
Tanzanie	70,34
Ukraine	16,93
Vietnam	22,80
Cisjordanie et bande de Gaza	60,75
Programme régional des Caraïbes	37,14

EXEMPLES DE PARTENAIRES DE L'ACDI, EXERCICE 2009–2010

Organisations et institutions non gouvernementales canadiennes sans but lucratif

Action contre la faim

Aide à l'enfance – Canada

Association canadienne de santé publique

Association des collèges communautaires du Canada

Association des coopératives du Canada

Association des universités et collèges du Canada

Banque canadienne de grains

Bureau canadien de l'éducation internationale

Bureau de promotion du commerce Canada

CANADEM

CARE Canada

Carrefour canadien international

CCAF-FCVI

Centre de coopération internationale en santé et
développement

Centre d'étude et de coopération internationale

Centre parlementaire du Canada

Centre Pearson pour le maintien de la paix

Comité Central Mennonite du Canada

Congrès du travail du Canada

Canadian Lutheran World Relief

Christian Reformed World Relief Committee

Coady International Institute

CODE

CUSO-VSO

Développement et paix

Développement international Desjardins

Droits et Démocratie (Centre international des droits
de la personne et du développement démocratique)

Entraide universitaire mondiale du Canada

Equitas – Centre international d'éducation
aux droits humains

Fédération canadienne des enseignantes et enseignants

Fédération canadienne des municipalités

Fondation Aga Khan Canada

Fondation canadienne contre la faim

Fondation Jules et Paul-Émile Léger

Fondation pour la formation internationale

Fonds du Primat pour le secours et
le développement mondial
Initiative pour les micronutriments
Institut d'administration publique du Canada
Institut des sciences appliquées et de la technologie
de la Saskatchewan
Institut Nord-Sud
Institut urbain du Canada
Inter Pares
Jeunesse Canada Monde
Médecins sans frontières
Médecins du monde Canada
Mennonite Economic Development Associates
Ontario Centre for Environmental Technology
Advancement
Operation Eyesight Universal
Oxfam Canada
Oxfam-Québec
Peace Dividend Trust
Plan Canada
Right to Play

Service d'assistance canadienne aux organismes
Société canadienne de la Croix-Rouge
Société canadienne de santé internationale
Société de coopération pour le développement
international (SOCODEVI)
SUCO
Toronto Leadership Council
Université de Montréal
Université de la Saskatchewan
Université de Victoria
Université McGill
Université Simon Fraser
UPA Développement international
USC Canada
Vision mondiale Canada
World Relief Canada
YMCA Canada

Organisations et initiatives non gouvernementales internationales

BRAC
Centre international d'agriculture tropicale
Comité international de la Croix-Rouge
Consortium pour le paludisme
Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
Fédération internationale pour le planning familial
Fondation pour la médecine et la recherche en Afrique
Helen Keller International
Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
Mercy Corps
Population Services International
Programme de technologie appropriée en santé
Southern African AIDS Trust
Union internationale pour la conservation de la nature

Organisations multilatérales

Banque africaine de développement
Banque asiatique de développement
Banque de développement des Caraïbes
Banque interaméricaine de développement
Banque mondiale
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Fonds international de développement agricole
Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
Fonds pour l'environnement mondial
Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
Organisation mondiale de la santé
Programme alimentaire mondial
Programme des Nations Unies pour le développement